



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2013

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	4
LISTE DES TABLEAUX.....	5
LISTE DES GRAPHIQUES.....	7
AVANT PROPOS.....	8
RESUME.....	9
INTRODUCTION.....	10
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
I.1- Balance commerciale des biens.....	14
I.1.1- Exportations de biens.....	14
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	14
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	15
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	27
I.1.2- Importations de biens.....	30
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	30
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	30
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	36
I.2- Balance des services.....	39
I.2.1- Exportations de services.....	41
I.2.2- Importations de services.....	42
I.3- Compte des revenus primaires.....	43
I.4- Compte des revenus secondaires.....	44
II- COMPTE DE CAPITAL.....	46
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	46
II.2- Transferts de capital.....	46
III- COMPTE FINANCIER.....	48
III.1- Investissements directs étrangers.....	48
III.2- Investissements de portefeuille.....	48
III.3- Dérivés financiers.....	48
III.4- Autres investissements.....	49
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES.....	50
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	50
IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	51
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	52

IV.4- Avoirs de réserve.....	53
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	54
V.1- Évolution de la position extérieure globale.....	54
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	55
CONCLUSION.....	57
APPENDICE.....	58
LISTE DES ANNEXES.....	60

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIGE	Aéroport International Gnassingbé Eyadéma
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DTS	Droit de Tirage Spécial
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Social de Développement
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADAT	Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PAL	Port Autonome de Lomé
PASA	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PAUT	Projet d'Aménagement Urbain au Togo
PDC	Projet de Développement Communautaire
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA	39
Encadré 2 : Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé	42

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes	13
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens	14
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens	15
Tableau 4 : Evolution des exportations de marchandises générales	15
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général	16
Tableau 6 : Evolution des exportations de produits agricoles	16
Tableau 7 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté	18
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté	19
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de coton exporté	20
Tableau 10 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles	20
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale	21
Tableau 12 : Evolution des exportations de produits miniers	21
Tableau 13 : Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté	22
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté	23
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de fer exporté	23
Tableau 16 : Evolution des réexportations de produits pétroliers	24
Tableau 17 : Evolution des exportations de produits industriels	24
Tableau 18 : Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté	25
Tableau 19 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté	27
Tableau 20 : Répartition des exportations par zone géographique	27
Tableau 21 : Répartition des exportations en Afrique	29
Tableau 22 : Evolution des importations de biens	30
Tableau 23 : Evolution des marchandises générales importées	30
Tableau 24 : Evolution des importations en commerce spécial	31
Tableau 25 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits.....	31
Tableau 26 : Evolution des importations des biens de consommation	32
Tableau 27 : Evolution des importations du groupe "Alimentation–Boissons.....	33
Tableau 28 : Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation"	33

Tableau 29 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants	34
Tableau 30 : Evolution des importations des matières premières	35
Tableau 31 : Evolution des importations des biens d'équipement	35
Tableau 32 : Répartition des importations par zone géographique	36
Tableau 33 : Répartition des importations en Afrique	38
Tableau 34 : Evolution de la balance des services	40
Tableau 35 : Evolution des transports	40
Tableau 36 : Evolution des voyages	40
Tableau 37 : Evolution des autres services	41
Tableau 38 : Evolution des exportations de services	41
Tableau 39 : Evolution des importations de services	42
Tableau 40 : Evolution du revenu primaire	43
Tableau 41 : Evolution des revenus des investissements	44
Tableau 42 : Evolution du revenu secondaire	44
Tableau 43 : Evolution du compte de capital	47
Tableau 44 : Evolution du solde du compte financier	48
Tableau 45 : Evolution des autres investissements	49
Tableau 46 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale	51
Tableau 47 : Evolution des avoirs et engagements des Banques de dépôts	52
Tableau 48 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	52
Tableau 49 : Avoirs de réserve	53
Tableau 50 : Position extérieure globale	55
Tableau 51 : Position extérieure globale par zone géographique	56
Tableau 52 : Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements	58

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des cours du café, cacao, et coton	11
Graphique 2 : Evolution de la balance des paiements courants et de ses composantes	13
Graphique 3 : Evolution des exportations de produits agricoles	17
Graphique 4 : Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur	17
Graphique 5 : Evolution des exportations de café en volume et valeur	18
Graphique 6 : Evolution des exportations de coton fibre en volume et valeur	19
Graphique 7 : Evolution des exportations de phosphate en volume et valeur	21
Graphique 8 : Evolution des exportations de clinker en volume et valeur	22
Graphique 9 : Evolution des exportations de ciment en volume et valeur	25
Graphique 10 : Evolution des exportations en commerce spécial (volume et valeur)	31
Graphique 11 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale	50
Graphique 12 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts	51

AVANT PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Togo au titre de l'année 2013. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG, quant à elle, donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG, en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette : en effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2013, comme ceux de 2011 et 2012, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

En outre, la monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

RESUME

L'économie mondiale a évolué en 2013 dans un environnement économique et financier caractérisé par un redressement progressif de l'activité. Au plan national, la situation économique a été marquée par la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base, notamment routières ainsi que des travaux de construction d'une nouvelle aérogare à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé, d'une darse et d'un 3^{ème} quai au Port Autonome de Lomé. La campagne agricole a également été satisfaisante, soutenue par la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2013, un excédent de 41.570 millions contre un déficit de 17.325 millions en 2012. Cette évolution résulte d'une aggravation de 130.577 millions du déficit courant, d'une amélioration de 9.458 millions de l'excédent du compte de capital et d'une dégradation de 180.417 millions du solde du compte financier. Le déficit hors dons publics rapporté au PIB se situe à 15,7% contre 9,7% en 2012, en liaison avec un accroissement des importations, plus fort que la hausse des exportations.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes s'est accentué en passant de 150.164 millions en 2012 à 280.741 millions en 2013, suite principalement à la dégradation de 51,0% de la balance commerciale.

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 155.608 millions contre 146.151 millions en 2012, soit une hausse de 6,5% en liaison avec la progression des dons mobilisés dans le cadre des investissements publics.

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2013 par un besoin de financement de 125.133 millions couvert par les opérations financières.

En effet, le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux à hauteur de 164.210 millions, contre des sorties nettes de 16.207 millions en 2012, en ligne avec l'accroissement des investissements directs et des autres investissements reçus.

Les transactions extérieures se sont soldées en 2013 par une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 41.570 millions, sous l'effet conjugué des accroissements respectifs de 21.808 millions des AEN de la Banque Centrale et 19.762 millions de ceux des banques de dépôts.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle a enregistré un repli de 189.548 millions avec un solde net de 398.640 millions contre 588.187 millions un an plus tôt, en raison de la baisse des avoirs des banques auprès de leurs correspondants étrangers, de l'augmentation des investissements directs dans l'économie et de la progression des crédits commerciaux.

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier au cours de l'année 2013¹ a été caractérisé par un redressement progressif de l'activité à l'échelle mondiale. Après une légère amélioration durant le premier semestre, l'activité économique s'est renforcée au cours de la seconde moitié de l'année 2013, sous l'effet d'un accroissement de la demande dans les pays industrialisés et du rebond des exportations des pays émergents. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% pour l'année 2013, contre 3,5% en 2012.

Dans les pays industrialisés, l'amélioration des conditions financières a contribué à soutenir l'activité économique. La croissance a été principalement impulsée par la hausse de la demande qui s'est établie à 1,3%, selon le FMI. Le rythme des destructions d'emplois s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés, en liaison avec le regain d'activité enregistré durant les derniers mois de l'année 2013.

Aux Etats-Unis, après avoir progressé de 2,8% en 2012, le produit intérieur brut a augmenté de 1,9% en 2013, en liaison avec la bonne tenue de la demande intérieure. Le taux de chômage est ressorti à 6,7% en 2013, en baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2012.

Au Japon, la croissance économique est passée de 1,4% en 2012 à 1,5% en 2013, du fait des mesures de relance budgétaire mises en œuvre par les Autorités nippones. Le taux de chômage s'est situé autour de 3,7% en 2013, après 4,3%, un an plus tôt.

Dans **la Zone euro**, l'activité économique s'est progressivement consolidée en Allemagne et dans une moindre mesure, en France, qui ont connu respectivement une croissance de 0,5% et 0,3% en 2013. Cependant, le produit intérieur de la Zone, prise dans son ensemble, a régressé de 0,4% en 2013, du fait des contre-performances des économies des pays en difficulté, dont notamment la Grèce, l'Italie et l'Espagne. Dans la Zone euro, le taux de chômage s'est maintenu à un niveau élevé de 12,0%.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a ralenti, en raison principalement de la faiblesse de la demande intérieure dans la plupart des Etats et du durcissement par certains pays, des conditions monétaires. Globalement, l'activité économique a progressé de 4,7% en 2013, soit 0,4 point de pourcentage de moins qu'en 2012. Toutefois, cette situation d'ensemble masque le dynamisme de l'économie chinoise, portée principalement par la poursuite des investissements publics. Le produit intérieur brut de la Chine a enregistré une augmentation de 7,7% en 2013, selon les estimations du FMI. L'Inde et le Brésil ont également connu une meilleure expansion économique, sous l'effet du raffermissement des exportations. La croissance y est ressortie respectivement à 5,0% et 2,5% en 2013, après 4,7% et 1,0% en 2012.

Dans ce contexte, **l'Afrique subsaharienne** s'est révélée résiliente. La croissance économique de cette région s'est établie à 5,4% en 2013, contre 5,1% en 2012.

Les économies **des Etats membres de l'UEMOA** ont fait preuve de résilience, en maintenant leur croissance à un rythme relativement soutenu, en dépit de la morosité de la reprise économique à l'échelle mondiale.

Le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 5,6% en 2013, après 6,3% en 2012. Cette évolution est imputable à l'accroissement de la production des cultures de rente dans la plupart des Etats, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics.

Cette situation économique est le reflet de changements en cours dans les économies de l'Union, avec l'exécution de nouveaux programmes stratégiques de développement conçus pour relever les défis d'une plus grande résilience aux chocs et d'un renforcement progressif du niveau de la

¹ Rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2013

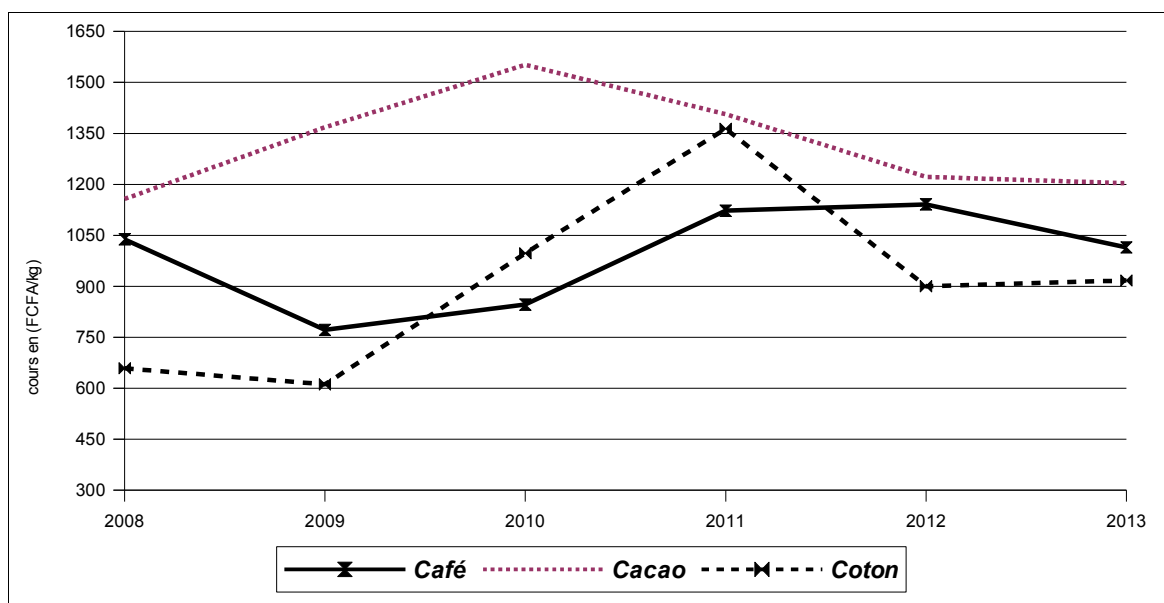
croissance. La mise en valeur des potentialités minières y a contribué de manière significative. Les résultats obtenus sont également dus à la nette amélioration de la qualité des politiques économiques mises en œuvre dans les Etats et aux ambitieux programmes d'investissement en cours d'exécution pour résorber les contraintes en matière d'infrastructures. Le taux d'investissement, qui a longtemps stagné en dessous de 20% du PIB dans les années 2000, se redresse progressivement depuis 2012. Il est ressorti à 23,7% en 2013 et avoisinerait 26,1% du PIB en 2014.

La campagne agricole 2013/2014 a été caractérisée par une mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie, notamment dans certains pays sahéliens. Cette situation a affecté le niveau de la production vivrière durant la campagne agricole, qui est, toutefois, demeurée supérieure à la moyenne des cinq précédentes campagnes.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en raison de la faiblesse de la demande provenant des pays émergents.

Toutefois, les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ont pour la plupart enregistré de fortes baisses. En moyenne, sur l'ensemble de l'année 2013, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 27,9% pour la noix de cajou, 22,7% pour le caoutchouc, 19,1% pour l'huile de palmiste, 14,0% pour l'huile de palme et 8,2% pour le café.

Graphique 1- Evolution des cours du café, cacao, et coton



Source : BCEAO

La production du café a connu un repli de 12,9%, passant de 131.602 tonnes durant la campagne 2012/2013 à 114.650 tonnes la campagne suivante, du fait du repos végétatif.

La production de cacao, essentiellement réalisée en Côte d'Ivoire, s'est consolidée au cours de la campagne 2013/2014, à la faveur des actions menées par les Autorités ivoiriennes pour redynamiser l'activité au sein de la filière, à travers notamment la fixation d'un prix minimum garanti au producteur et l'intensification de la sensibilisation des agriculteurs. Les estimations disponibles indiquent une production de 1.449.300 tonnes durant la campagne 2013/2014, en amélioration de 1,1% par rapport à la précédente campagne. La production totale de l'Union est évaluée à 1.456.530 tonnes.

La production de coton-graine de l'Union s'est inscrite en hausse de 11,2%, atteignant 1.832.107 tonnes au cours de la campagne 2013/2014. Cet accroissement de la production est consécutif aux efforts entrepris par les Etats, en vue de la redynamisation de la filière, à travers l'utilisation des semences à fort rendement et l'amélioration de l'encadrement des producteurs. Les meilleures récoltes ont été obtenues en Côte d'Ivoire (+31,2%), au Bénin (+28,0%) et au Burkina (+9,6%).

Au **plan national**, l'évolution de la situation économique a été marquée par :

- la poursuite de l'exécution du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture (PADAT), du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) et du Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO) ;
- une campagne agricole peu satisfaisante ;
- l'amélioration des activités extractives et industrielles ;
- la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des routes au niveau des grandes artères de Lomé et des pistes en zones rurales ;
- la poursuite des travaux de construction du 3^{ème} quai au Port Autonome de Lomé ainsi que des travaux de rénovation et d'extension de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma de Lomé (AIGE) ;
- les incendies des grands marchés de Lomé et de Kara.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs se présente comme suit :

- accroissement de 5,4% du PIB, en terme réel, qui s'établit à 1.334,8 milliards contre 1.265,9 milliards en 2012. En terme nominal, le PIB passerait de 1.989,5 milliards en 2012 à 2.064,7 milliards en 2013, soit une progression de 3,8% ;
- accroissement de 1,8% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2013, contre 2,6% en 2012 ;
- hausse de 20,5% des recettes de l'Etat qui s'élèvent à 447,9 milliards en 2013 (21,7% du PIB), contre 371,6 milliards en 2012 (18,7% du PIB) ;
- augmentation de 14,8% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 614,4 milliards en 2013 (29,8% du PIB), contre 535,0 milliards une année auparavant (26,9% du PIB) ;
- progression de 10,3% de la masse monétaire qui se chiffre à 999,0 milliards en 2013, contre 905,6 milliards une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 93,4 milliards des dépôts. Le crédit intérieur progresse de 44,8 milliards en s'établissant à 776,2 milliards en 2013 (37,6% du PIB), contre 731,5 milliards en 2012 (36,8% du PIB). Le crédit à l'économie augmente sensiblement de 13,5% en s'établissant à 683,3 milliards en 2013 (33,1% du PIB), contre 601,8 milliards en 2012 (30,2% du PIB) à la faveur des opérateurs économiques des secteurs des bâtiments et travaux publics, des transports, entrepôts et communications, du commerce de gros et de détail, des restaurants et hôtels et des industries manufacturières.

Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à 41,6 milliards en 2013, contre -17,3 milliards en 2012. Cette évolution résulte d'une amélioration de 9,5 milliards de l'excédent du compte de capital et d'une baisse de 180,4 milliards du solde du compte financier et d'une aggravation de 130,6 milliards du déficit courant.

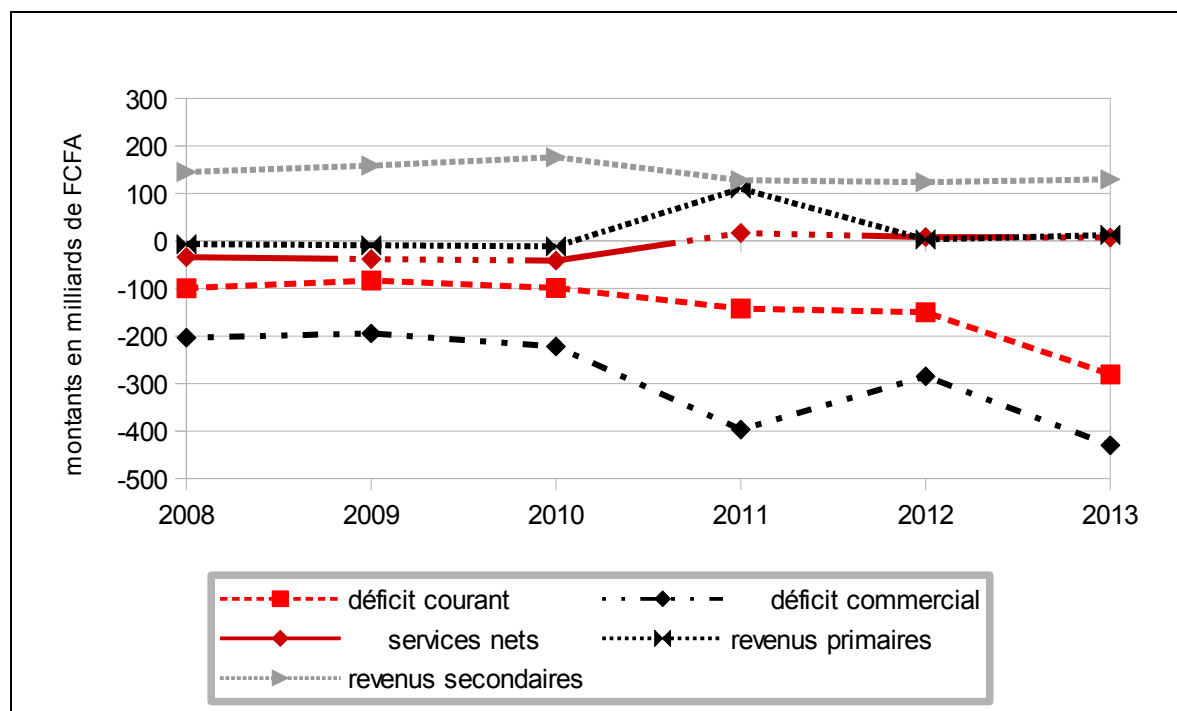
En 2013, le déficit hors dons publics rapporté au PIB se situe à 15,7%, contre 9,7% en 2012, en liaison avec un accroissement des importations, plus fort que la hausse des exportations.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2013, les transactions courantes du Togo, couvrant les biens, les services ainsi que les revenus primaires et secondaires, se sont soldées par un déficit de 280.741 millions, en aggravation de 130.577 millions par rapport au déficit de 150.164 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte d'une dégradation du solde des biens et le repli du solde des services, atténués par l'amélioration des soldes des revenus primaires et secondaires.

Graphique 2- Evolution de la balance des paiements courants et de ses composantes



Source : BCEAO

Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Biens et services	-232 933	-263 476	-380 225	-276 858	-422 815	52,7%
Biens	-194 607	-222 001	-396 841	-284 859	-430 047	51,0%
Services	-38 326	-41 475	16 617	8 000	7 232	-9,6%
Revenus primaires	-8 991	-11 624	110 202	3 051	12 474	308,9%
Revenus secondaires	158 503	176 189	127 657	123 643	129 600	4,8%
Balance courante	-83 421	-98 911	-142 366	-150 164	-280 741	87,0%
Balance courante hors dons publics	-121 756	-148 716	-183 454	-192 805	-323 276	67,7%
PIB Nominal	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	2 064 693	3,8%
Solde courant rapporté au PIB	-5,6%	-6,3%	-8,0%	-7,5%	-13,6%	-
Solde courant hors dons publics rapporté au PIB	-8,2%	-9,5%	-10,3%	-9,7%	-15,7%	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations de septembre 2014)

Le déficit courant représente 13,6% du PIB en 2013, contre 7,5% en 2012. Hors dons officiels, il se chiffre à 15,7% du PIB, contre 9,7 % en 2012 sous l'effet conjugué de :

- la hausse des importations (+23,7%) ;
- l'accroissement des exportations (+12,1%) ;
- la baisse du solde excédentaire des services (-9,6%) ;
- l'augmentation du solde excédentaire des revenus primaires (+308,9%) ;
- la progression du solde excédentaire des revenus secondaires (+4,8%).

I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est structurellement déficitaire. En 2013, le déficit s'est établi à 430.047 millions, en aggravation de 51,0% par rapport aux 284.859 millions de l'année 2012. Cette évolution résulte d'un accroissement de 13,9% des exportations, insuffisant pour couvrir la progression de 25,1% des importations.

Le taux de couverture, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations est passé de 69,9% en 2012 à 63,6% en 2013.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau d'échanges d'une économie avec le reste du monde, se situe à 46,8% en 2013, contre 40,3% en 2012. Le Togo a ainsi amélioré en 2013, son ouverture sur l'extérieur de 6,5 points de pourcentage, en liaison, d'une part, avec un accroissement de la demande en provenance de l'extérieur, et d'autre part, avec la hausse des besoins en produits importés.

Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Exportations (X)	426 396	483 467	556 240	660 289	751 919	13,90%
Importations (M)	621 003	705 468	953 081	945 148	1 181 966	25,10%
Balance des biens	-194 607	-222 001	-396 841	-284 859	-430 047	51,0%
PIB Nominal	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	2 064 693	3,8%
Taux de couverture (X)/(M)	68,7%	68,5%	58,4%	69,9%	63,6%	-6,3^(*)
Degré d'ouverture commerciale [(X+M)/2]/PIB	35,1%	37,8%	42,6%	40,3%	46,8%	6,5^(*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations de septembre 2014)

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2013 s'élèvent à 751.919 millions, en hausse de 13,9% par rapport aux 660.289 millions enregistrés en 2012.

Ces exportations se composent de marchandises générales² pour 729.300 millions, d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international pour 1.136 millions et de ventes d'or non monétaire pour 21.484 millions.

² **Les marchandises générales** sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	426 396	472 899	540 388	641 602	729 300	13,7%
Commerce général (a)	348 192	326 567	376 596	517 117	564 928	9,2%
Ajustements (b)	78 204	146 332	163 792	124 485	164 371	32,0%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	0	0	154	647	1 136	75,6%
Or non monétaire (3)	0	10 568	15 698	18 040	21 484	19,1%
TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)	426 396	483 467	556 240	660 289	751 919	13,9%
PIB Nominal (PIB)	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	2 064 693	3,8%
Exportations de biens / PIB	28,5%	30,8%	31,4%	33,7%	36,4%	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations de septembre 2014)

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées s'élèvent en 2013 à 729.300 millions, en progression de 13,7% par rapport aux 641.602 millions de 2012.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général³ produites, sur la base des statistiques douanières, par la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 564.928 millions, en hausse de 9,2% par rapport aux 517.117 millions de 2012. Les ajustements se sont chiffrés à 164.371 millions en 2013, en augmentation de 32,0% par rapport aux 124.485 millions de 2012. Ils couvrent, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation.

Tableau 4- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Commerce général	348 192	326 567	376 596	517 117	564 928	9,2%
Ajustements	78 204	146 332	163 792	124 485	164 371	32,0%
<i>Ajustements de valeur</i>	27	17 104	436	-36 803	27 551	-174,9%
<i>Ajustement chronologique</i>	7 887	26 994	68 662	77 000	16 889	-78,1%
<i>Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)</i>	70 290	102 233	94 694	84 287	119 931	42,3%
Marchandises générales	426 396	472 899	540 388	641 602	729 300	13,7%

Sources : BCEAO et DGSCN

L'évolution des exportations en 2013 est impulsée essentiellement par les produits agricoles, industriels, miniers ainsi que les divers autres produits, atténuée par le fléchissement des réexportations de produits pétroliers.

³ **Le commerce général**, à l'opposé du commerce spécial qui ne prend en compte que les produits mis en consommation suite à une importation et les sorties du territoire douanier, englobe toutes les marchandises enregistrées en port franc (y compris les mouvements en entrées et sorties du territoire douanier).

**Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises en commerce général
(en millions)**

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 12/11
Produits agricoles	32 796	37 750	53 186	62 221	83 123	33,6%
Produits miniers	85 590	75 868	93 541	112 934	114 152	1,1%
Produits pétroliers	20 306	21 725	41 018	65 422	58 136	-11,1%
Produits industriels	199 025	181 663	179 410	253 270	270 983	7,0%
Autres produits	10 475	9 561	9 443	23 271	38 534	65,6%
Commerce général	348 192	326 567	376 596	517 117	564 928	9,2%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton fibre), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

Tableau 6- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)

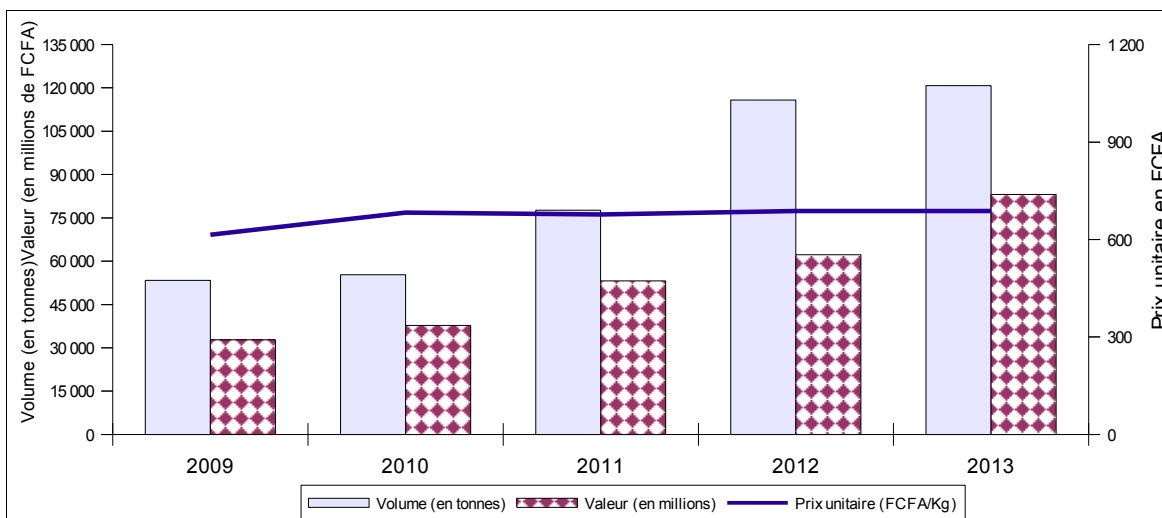
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Cacao	16 022	17 889	16 068	5 149	7 442	44,5%
Café	6 672	7 629	9 285	8 502	5 346	-37,1%
Coton fibre	7 795	8 890	23 604	34 465	29 751	-13,7%
Autres matières premières agricoles	505	767	864	1 670	2 560	53,3%
Produits alimentaires d'origine végétale	1 802	2 576	3 364	12 435	38 024	205,8%
Produits agricoles	32 796	37 750	53 186	62 221	83 123	33,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2013, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 83.123 millions, en hausse de 33,6% par rapport aux 62.221 millions commercialisés en 2012. Cette progression est induite par tous les produits du groupe excepté le café et le coton fibre.

La forte hausse de l'exportation des produits alimentaires d'origine végétale est essentiellement portée par les oléagineux, notamment les graisses et huiles végétales et fractions, même raffinées, les autres huiles, graisses et fractions, non chimiquement modifiées ainsi que les autres huiles de palme, de coton et fractions, non chimiquement modifiées à destination du Niger, du Ghana, du Burkina, du Bénin, du Sénégal et des Pays-bas.

Graphique 3- Evolution des exportations de produits agricoles

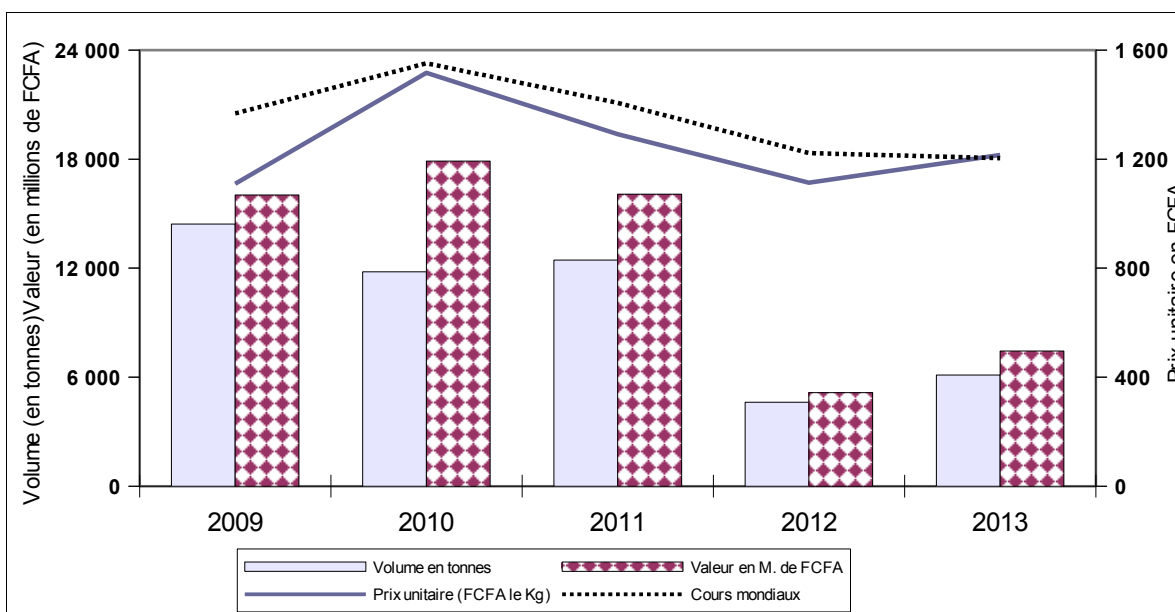


Source : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.1- Cacao

En 2013, les exportations de cacao⁴ ont généré des recettes de 7.442 millions en hausse de 44,5% par rapport aux 5.149 millions enregistrés une année plus tôt.

Graphique 4- Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution est en rapport avec la hausse de 9,1% du prix moyen du cacao qui passe de 1.114 FCFA le kilogramme en 2012 à 1.215 FCFA le kilogramme en 2013, contre 1.203 FCFA le kilogramme.

⁴ Il s'agit des statistiques communiquées par les exportateurs. Les exportations de cacao issues des statistiques douanières sont évaluées à 3.866 millions pour 4.431 tonnes.

Le volume exporté a également progressé de 32,5% en passant de 4.622 tonnes en 2012 à 6.123 tonnes une année plus tard, en liaison avec l'accroissement de 30,4% de la production au cours de la campagne 2013/2014, suite à la reprise de l'entretien des vergers dans le cadre du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA)⁵, qui vise, entre autres, la redynamisation des cultures d'exportation. Cependant, il y a lieu d'indiquer que le volume exporté en 2013 représente moins de la moitié du niveau de 2011 (12.436 tonnes), en raison du vieillissement des arbres et du manque d'entretien des plantations.

En 2013, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, Italie et Pays-bas), les Etats-Unis, le Canada, la Malaisie, la Chine et l'Inde.

Tableau 7- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté

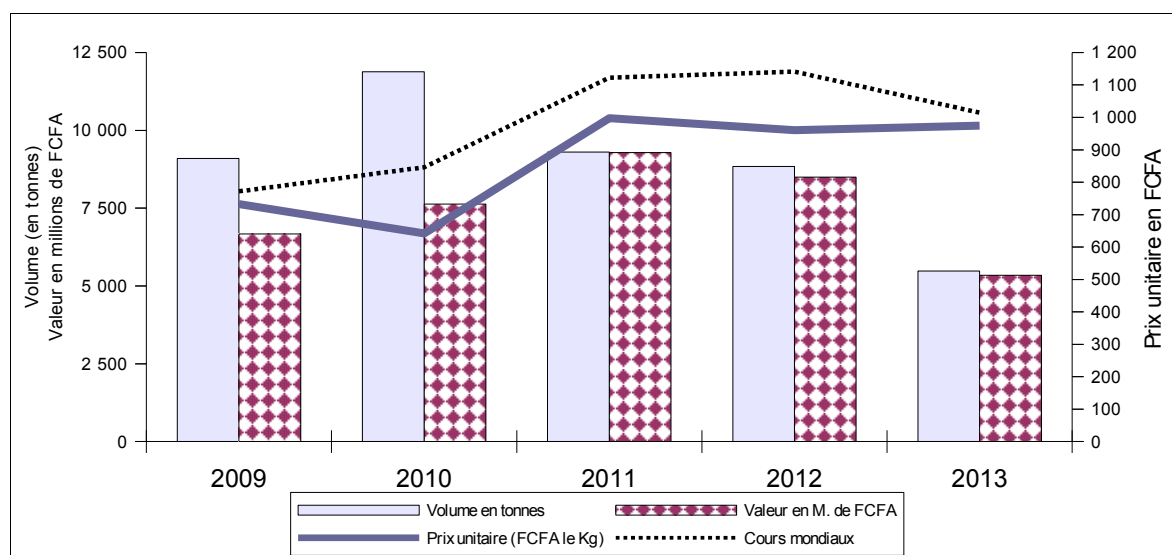
CACAO	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	14 429	11 791	12 436	4 622	6 123	32,5%
Valeur (millions de FCFA)	16 022	17 889	16 068	5 149	7 442	44,5%
Prix moyen (FCFA/kg)	1 110	1 517	1 292	1 114	1 215	9,1%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.2- Café

En 2013, les recettes d'exportation de café⁶ s'inscrivent en baisse de 37,1% en s'établissant à 5.346 millions, contre 8.502 millions en 2012 en liaison avec la diminution de 38,0% du volume exporté, suite au repli de 33,0% de la production au cours de la campagne 2013/2014. Le repli de la production est notamment en rapport avec le vieillissement et le manque d'entretien des plantations.

Graphique 5- Evolution des exportations de café en volume et en valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Le prix moyen de cession a par contre progressé de 1,4% pour s'établir à 975 FCFA le kilogramme en 2013, contre 961 FCFA le kilogramme une année plus tôt.

⁵ Le PASA est un projet du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASIA) qui vise à remodeler le paysage agricole du pays, en vue d'atteindre un taux de croissance de 6,0% à l'horizon 2015.

⁶ Il s'agit des statistiques communiquées par les exportateurs. Les exportations de café issues des statistiques douanières sont évaluées à 3.206 millions pour 4.564 tonnes.

En 2013, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Belgique, Italie, Espagne, Pays-Bas), la Suisse, le Canada, la Chine, le Maroc et le Sénégal.

Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de café exporté

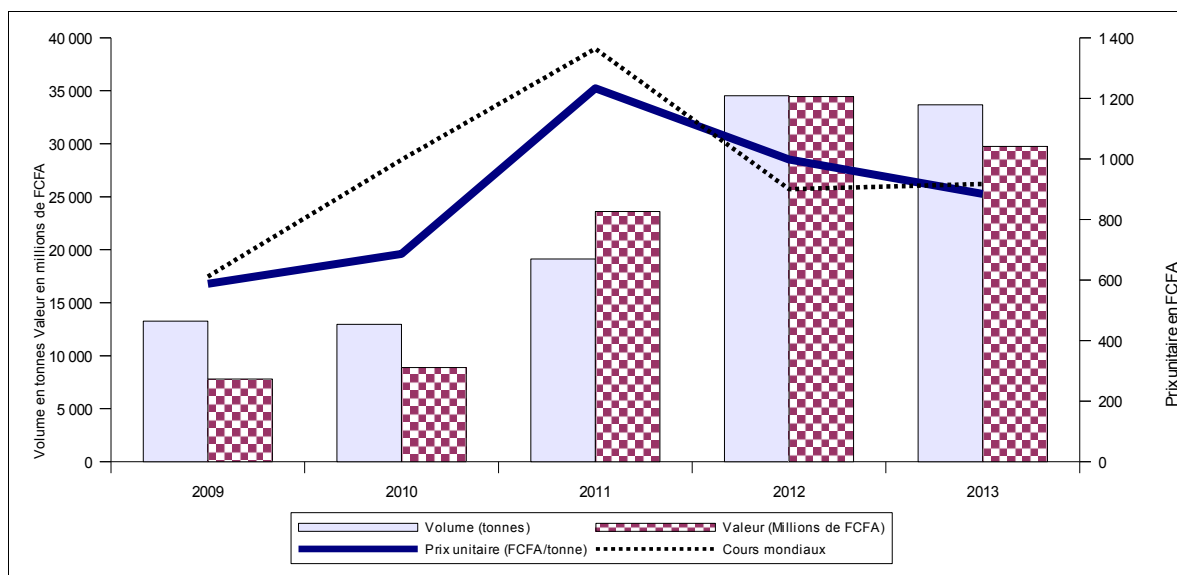
CAFE	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	9 102	11 886	9 305	8 843	5 481	-38,0%
Valeur (millions de FCFA)	6 672	7 629	9 285	8 502	5 346	-37,1%
Prix moyen (FCFA/kg)	733	642	998	961	975	1,4%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton⁷ a enregistré une baisse de 13,7% en se chiffrant à 29.751 millions en 2013, contre 34.465 millions en 2012.

Graphique 6- Evolution des exportations de coton fibre en volume et en valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution est en liaison avec l'effet cumulé de la régression de 11,5% du prix moyen de cession et de la diminution de 2,5% du volume exporté, en relation avec les aléas climatiques qui ont agi défavorablement sur la production, en dépit de l'engouement des cotonculteurs suite aux mesures prises par les Autorités pour redynamiser le secteur.

En 2013, le coton a principalement été écoulé vers l'Asie (Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Taïwan, Vietnam, Bangladesh), l'Union Européenne (Allemagne, Pays-bas, Espagne, Portugal), le Pakistan, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

⁷ Il s'agit des statistiques communiquées par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT). Les exportations de coton issues des statistiques douanières sont évaluées à 28.491 millions pour 33.645 tonnes.

Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté

COTON FIBRE	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	13 254	12 962	19 136	34 535	33 667	-2,5%
Valeur (millions de FCFA)	7 795	8 890	23 604	34 465	29 751	-13,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	588	686	1 233	998	884	-11,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2013, diverses matières premières d'origine végétale notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont progressé de 53,3% en s'établissant à 2.560 millions en 2013, contre 1.670 millions en 2012.

Le bois a été exporté vers l'Asie (Chine, Inde, Singapour), l'UEMOA (Bénin, Côte d'Ivoire), la France, le Ghana et le Gabon.

Les graines de coton ont été écoulées vers le Burkina, l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

**Tableau 10- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles
(en millions)**

	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Graines de coton	1	0	18	1 074	2 131	98,5%
Arachides en coques	2	1	0	0	5	-
Bois	502	765	847	596	423	-29,0%
TOTAL	505	767	864	1 670	2 560	53,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2013, les exportations de ces produits sont en hausse de 205,8% en s'établissant à 38.024 millions, contre 12.435 millions en 2012. Cette évolution est induite essentiellement par la progression des exportations des produits oléagineux ainsi que de légumes et fruits. Pour les produits oléagineux, il s'agit principalement des réexportations. Toutefois, les exportations de céréales et farines ont diminué, en relation essentiellement avec le repli de la demande des pays du Sahel en céréales et farines, en particulier le maïs.

Les céréales et farines ont été exportées vers la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Niger, Nigeria et Sénégal), la CEMAC (Gabon, Guinée Equatoriale), l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, France), le Canada et les Etats-Unis.

Les oléagineux ainsi que les légumes et fruits ont été écoulés principalement vers la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone), la CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Gabon, Guinée Equatoriale), l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, France, l'Italie, Pays-Bas), le Canada, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, la Malaisie, la Suisse et le Swaziland.

Tableau 11- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions)

	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Oléagineux	1 230	1 005	1 717	1 514	33 540	2 114,9%
Céréales et farines	127	1 116	770	8 515	823	-90,3%
Piments et épices	162	107	240	303	381	25,9%
Légumes et fruits	279	346	609	1 864	2 915	56,3%
Fleurs et boutures	1	0	6	17	5	-71,1%
Divers	3	3	22	221	361	62,9%
TOTAL	1 802	2 576	3 364	12 435	38 024	205,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur le phosphate, le clinker et le minerai de fer. En 2013, elles ont globalement progressé de 1,1%, en s'établissant à 114.152 millions contre 112.934 millions en 2012.

Tableau 12- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)

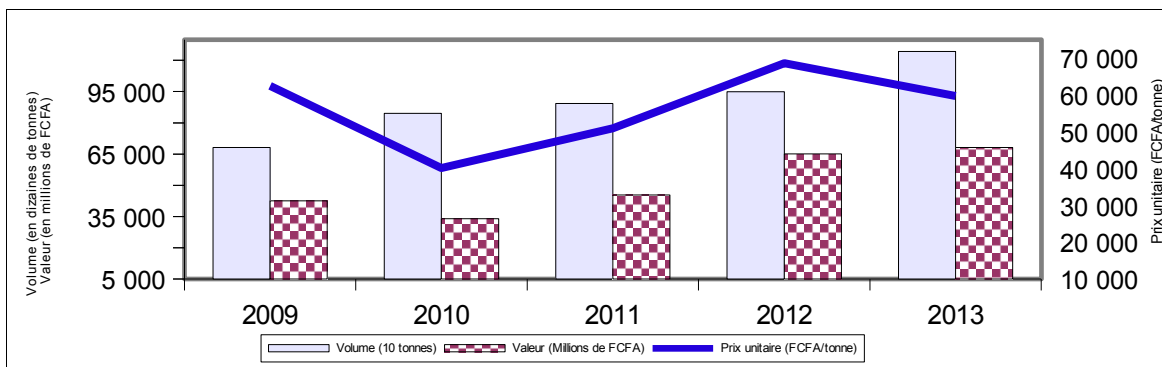
	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Phosphates	42 527	33 962	45 417	65 051	68 187	4,8%
Clinker	43 063	41 906	47 354	45 183	43 450	-3,8%
Minerais de fer	0	0	770	2 700	2 514	-6,9%
TOTAL	85 590	75 868	93 541	112 934	114 152	1,1%

Sources : BCEAO, DGSCN et Entreprises

I.1.1.2.2.1- Phosphate

En valeur, les exportations de phosphates⁸ ont progressé de 4,8% en 2013 en passant de 65.051 millions à 68.187 millions, en liaison particulièrement avec la hausse de 20,4% du volume exporté, suite à l'amélioration des conditions techniques. Le prix moyen de cession a, par contre, replié de 13,0%, en rapport avec la baisse du cours mondial.

Graphique 7- Evolution des exportations de phosphates en volume et en valeur



Sources : Entreprise et BCEAO

⁸ Il s'agit des statistiques communiquées par l'entreprise. Les exportations de phosphates issues des statistiques douanières sont évaluées à 24.246 millions pour 369.118 tonnes.

En effet, la production de phosphates au titre de l'année 2013 a enregistré une hausse de 9,3% en s'établissant à 1.213,7 milliers de tonnes contre 1.110,4 milliers de tonnes en 2012, suite à la rénovation des équipements de production.

Tableau 13- Evolution des quantités et valeurs de phosphates exportées

PHOSPHATE	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	681 128	846 114	892 330	948 919	1 142 692	20,4%
Valeur (millions de FCFA)	42 527	33 962	45 417	65 051	68 187	4,8%
Prix moyen (FCFA/tonne)	62 436	40 139	50 897	68 552	59 672	-13,0%

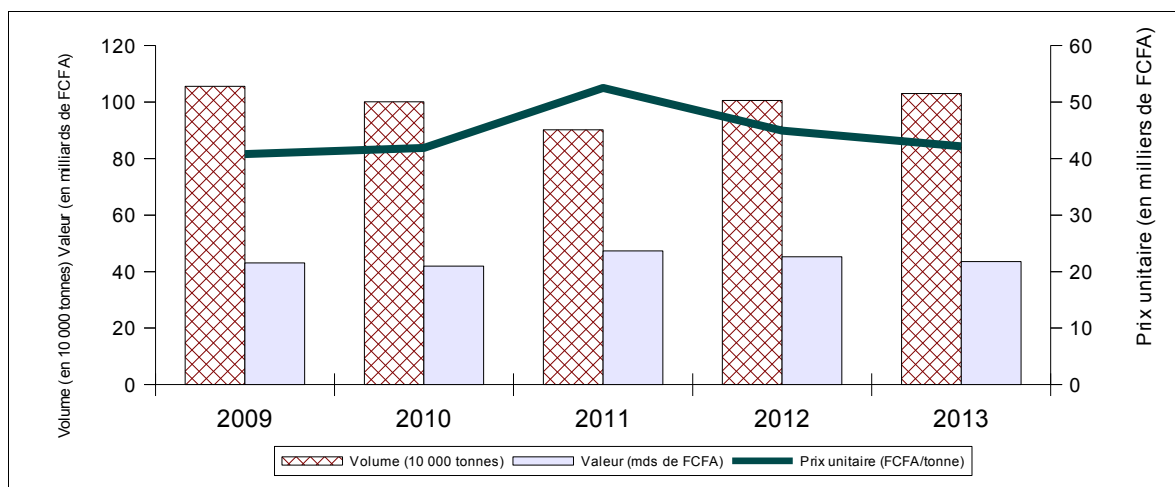
Sources : Entreprise et BCEAO

Au plan de la répartition du marché, l'Inde est le principal client du Togo en 2013 suivie de la Lituanie, la Nouvelle-Zélande et l'Estonie.

1.1.1.2.2- Clinker

En valeur, les exportations de clinker⁹ s'établissent à 43.450 millions en 2013, en régression de 3,8% par rapport aux 45.183 millions enregistrés en 2012. Cette évolution est principalement induite par la baisse de 6,1% du prix moyen de cession ressorti à 42.184 FCFA la tonne, contre 44.926 FCFA une année plus tôt.

Graphique 8- Evolution des exportations de clinker en volume et valeur



Sources : DGSCN et BCEAO

Le volume exporté est plutôt en hausse de 2,4% du fait de la progression de la demande extérieure.

⁹ Il s'agit des statistiques douanières. Les données de l'entreprise ont indiqué des exportations en valeur de 38.481 millions, pour un volume de 841.791 tonnes.

Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté

CLINKER	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	1 056 202	1 000 747	902 353	1 005 716	1 030 000	2,4%
Valeur (millions de FCFA)	43 063	41 906	47 354	45 183	43 450	-3,8%
Prix moyen (FCFA/tonne)	40 771	41 875	52 478	44 926	42 184	-6,1%

Sources : DGSCN et BCEAO

En 2013, le Burkina et le Niger ont été les pays importateurs du clinker togolais.

I.1.1.2.2.3- Minerais de fer

En valeur, les exportations de minerais de fer¹⁰ se sont chiffrées à 2.514 millions en 2013 pour un volume de 87.588 tonnes avec un prix moyen de 28.707 FCFA la tonne, contre respectivement 2.700 millions, 75.000 tonnes et 36.000 FCFA en 2012.

Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exporté

FER	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	0	0	18 000	75 000	87 588	16,8%
Valeur (millions de FCFA)	0	0	770	2 700	2 514	-6,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)			42 750	36 000	28 707	-20,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

L'Allemagne et l'Espagne ont été les seuls pays importateurs de minerais de fer togolais en 2013.

I.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 58.136 millions en 2013 contre 65.422 millions en 2012, soit une diminution de 11,1%. Cette évolution est impulsée par la baisse de 28,6% du volume dans un contexte de hausse de 24,5% du prix moyen.

La baisse des réexportations s'explique principalement par le repli de la demande de la France en huiles de pétrole (22.483 millions en 2013 contre 31.588 millions en 2012).

Les réexportations des produits pétroliers ont été effectuées à destination de la CEDEAO (Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal), l'Union Européenne (Belgique, Espagne, France), des Etats-Unis, de la Suisse et du Panama.

Les réexportations en destination du Nigeria, pays producteur de pétrole, ont porté principalement sur les bitumes de pétrole pour 31.227 millions.

¹⁰ Il s'agit des statistiques communiquées par l'entreprise. Les exportations de fer issues des statistiques douanières sont évaluées à 4.148 millions pour 870.000 tonnes.

Tableau 16- Evolution des réexportations de produits pétroliers

Produits pétroliers	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	64 920	90 360	130 742	209 304	149 405	-28,6%
Valeur (millions de FCFA)	20 306	21 725	41 018	65 422	58 136	-11,1%
Prix moyen (FCFA/tonne)	312 790	240 428	313 729	312 570	389 118	24,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériels de transport.

Tableau 17- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Produits industriels	199 025	181 663	179 410	253 270	270 983	7,0%
Ciment	28 332	31 542	38 246	33 838	38 530	13,9%
Produits sidérurgiques	33 522	16 761	20 926	27 057	19 719	-27,1%
Produits alimentaires	28 482	28 751	28 480	32 129	34 301	6,8%
Textiles et articles d'habillement	20 780	22 858	14 352	23 047	45 063	95,5%
Produits chimiques	30 615	34 145	31 742	73 177	44 326	-39,4%
Machines et matériels de transport	20 953	34 995	30 333	42 912	51 368	19,7%
Autres produits manufacturés	36 341	12 610	15 331	21 109	37 676	78,5%

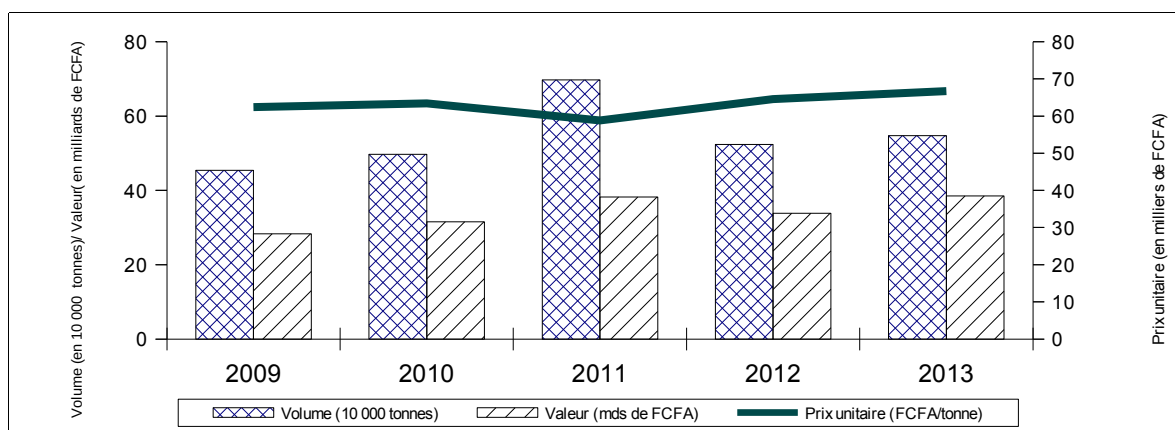
Sources : BCEAO et DGSCN

En 2013, la valeur des exportations de produits industriels se chiffre à 270.983 millions, en progression de 7,0% par rapport aux 253.270 millions de 2012, en raison principalement de la hausse des exportations de textiles et articles d'habillement, de machines et matériels de transport, de ciment ainsi que de produits alimentaires. Toutefois, les exportations de produits chimiques et sidérurgiques ont régressé.

I.1.1.2.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment progressent de 13,9% en 2013 en s'établissant à 38.530 millions, contre 33.838 millions une année plus tôt, suite à la hausse de 10,2% des quantités exportées cumulée avec la hausse de 3,3% du prix moyen de cession.

Graphique 9- Evolution des exportations de ciment en volume et en valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Les pays acheteurs du ciment togolais en 2013 sont les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Mali, Niger), le Ghana, le Portugal et la Suisse.

Tableau 18- Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté

CIMENT	2009	2010	2011	2012	2013	Var 12/11
Volume (tonnes)	453 737	497 247	697 474	523 984	577 381	10,2%
Valeur (millions de FCFA)	28 332	31 542	38 246	33 838	38 530	13,9%
Prix moyen (FCFA/tonne)	62 442	63 433	54 835	64 578	66 732	3,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton, les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2013, les exportations de produits sidérurgiques ont diminué de 27,1% en s'établissant à 19.719 millions, contre 25.057 millions en 2012, en liaison avec la baisse des réexportations des fils de machine en fer ou en acier non allié, de la profilée en fer ou en acier non allié ainsi que des produits laminés plats, en fer ou acier non allié.

Ces produits ont été écoulés principalement vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Mali), la France, la Norvège et le Tchad.

I.1.1.2.4.3- Produits alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré une augmentation de 6,8% en s'établissant à 34.301 millions en 2013, contre 32.129 millions en 2012.

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal), la France, le Ghana et les Pays-bas.

1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement

En 2013, les exportations de ces produits se chiffrent à 45.063 millions en hausse de 95,5% par rapport aux 23.047 millions enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est imputable essentiellement aux tissus et toiles de coton ainsi qu'aux articles de la friperie. En comparaison avec l'année 2012, l'accroissement des exportations des textiles et articles d'habillement en 2013 est consécutif à la hausse de la demande des autres pays de la sous-région ouest africaine, notamment le Ghana (+6.649 millions), le Burkina (+6.055 millions), le Bénin (+4.839 millions), le Niger (+1.608 millions) et le Mali (+1.498 millions).

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de la CEDEAO (Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria), le Gabon, la Grande Bretagne et la France.

1.1.1.2.4.5- Produits chimiques

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont régressé de 39,4% en passant de 73.177 millions en 2012 à 44.326 millions une année plus tard, en relation avec le repli de la demande en provenance de certains Etats membres de l'UEMOA, notamment le Bénin (-16.907 millions), le Mali (-4.901 millions), la Côte d'Ivoire (-4.668 millions), le Niger (-3.586 millions) et le Sénégal (-2.405 millions).

En 2013, les clients du Togo sont essentiellement les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Niger et Nigeria).

1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2013, une hausse de 19,7% en se chiffrant à 51.368 millions, contre 42.912 millions en 2012. Cette évolution est essentiellement induite par la progression des réexportations de matériels de transport vers les pays de la CEDEAO (Ghana, Côte d'Ivoire, Niger, Burkina, Bénin), la France, l'Angola, le Gabon, l'Inde et l'Espagne.

1.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques.

Les exportations de ces produits ont progressé de 78,5% en s'établissant à 37.676 millions en 2013, contre 21.109 millions en 2012. Cette évolution est induite notamment par les exportations de sacs et sachets d'emballage ainsi que de perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et ouvrages en cheveux.

Ces produits ont été essentiellement écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal).

1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international¹¹

Les échanges effectués dans le cadre du négoce international en 2013 ont porté essentiellement sur les produits pharmaceutiques et certains accessoires de santé.

¹¹ Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

En 2013, les transactions nettes de biens en négoce international se sont chiffrées à 1.136 millions, contre 647 millions en 2012.

Les échanges ont été réalisés essentiellement avec les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria).

I.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concerne l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

Les transactions sur ce produit enregistrées au cordon douanier ont progressé de 19,1% en passant de 18.040 millions en 2012 à 21.484 millions une année plus tard. Le volume exporté a également augmenté de 19,1% avec 21 tonnes exportées, contre 18 tonnes en 2012.

Ces transactions sont essentiellement des réexportations, le Togo n'étant pas producteur d'or.

Ce produit a été essentiellement écoulé vers la Suisse, le Liban et la Turquie.

Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté

OR NON MONETAIRE	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (tonnes)	-	11	16	18	21	19,1%
Valeur (millions de FCFA)	-	10 568	15 698	18 040	21 484	19,1%
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	-	999	1 008	1 007	1 007	0,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2013, indique l'Afrique (75,7%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Europe (13,2%), de l'Asie (7,6%) et de l'Amérique (2,9%). Les exportations vers l'Océanie ne représentent que 0,5%.

Tableau 20- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)

	2009	Part / total	2010	Part / total	2011	Part / total	2012	Part / total	2013	Part / total	Var 13/12
EUROPE	21 111	6,1%	108 522	33,2%	39 828	10,6%	108 739	21,0%	74 662	13,2%	-31,3%
AFRIQUE	265 120	76,1%	127 569	39,1%	292 251	77,6%	368 015	71,2%	427 693	75,7%	16,2%
AMÉRIQUE	636	0,2%	12 459	3,8%	3 484	0,9%	1 455	0,3%	16 375	2,9%	1 025,1%
ASIE	61 325	17,6%	78 017	23,9%	41 034	10,9%	38 908	7,5%	43 136	7,6%	10,9%
OCEANIE	-	-	-	-	-	-	-	-	3 062	0,5%	-
TOTAL	348 192	100,0%	326 567	100,0%	376 596	100,0%	517 117	100,0%	564 928	100,0%	9,2%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2013, les exportations à destination de l'Afrique ont progressé de 16,2%, en passant de 368.015 millions en 2012 à 427.693 millions une année plus tard, du fait des réexportations :

- d'ouvrages en fonte, fer ou acier (notamment autres tubes, tuyaux circulaires soudés en fer ou acier) pour 14.381 millions (contre 1.029 millions en 2012), vers le Ghana, le Nigeria et le Burkina ;

-
- d'huiles de palme et ses fractions (même raffinées) pour 16.671 millions (contre 9.147 millions en 2012), dirigées vers le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée Équatoriale, le Niger et le Sénégal ;
 - de ciments hydrauliques pour 81.853 millions (contre 72.193 millions en 2012), convoyées vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger) ;
 - de coke de pétrole, bitume de pétrole et autres résidus d'huiles ou bitumes pour 31.027 millions (contre 26.193 millions en 2012), en direction des pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Niger, Nigeria).

En Afrique, les principaux pays partenaires en 2013 sont ceux de la CEDEAO avec 87,1% des exportations et le Gabon. Ce sont particulièrement :

- le Burkina (22,1%), le Bénin (13,9%) et le Niger (12,5%) avec le clinker, le ciment, les eaux minérales et gazéifiées sucrées ou aromatisées, les articles en polyéthylène ainsi que les autres huiles de palme et fractions, non chimiquement modifiées ;
- le Ghana (18,3%) avec les motocycles et les tubes en fer ou en acier ;
- le Nigeria (13,7%) avec le bitume de pétrole, les produits de beauté ainsi que les tubes en fer ou en acier ;
- le Gabon (9,4%) avec les pièces d'assemblage de bateau et la toile de coton imprimée.

Tableau 21- Proportion des exportations en Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
UEMOA	62,0%	58,1%	58,1%	59,3%	54,9%
Bénin	14,7%	16,4%	16,4%	15,3%	13,9%
Burkina	13,3%	15,9%	15,9%	21,0%	22,1%
Côte d'Ivoire	10,2%	8,3%	8,3%	4,9%	2,5%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Mali	3,7%	4,1%	4,1%	3,9%	2,8%
Niger	18,1%	12,1%	12,1%	13,0%	12,5%
Sénégal	2,0%	1,2%	1,2%	1,1%	1,2%
CEDEAO (hors UEMOA)	20,3%	29,5%	29,5%	24,5%	32,2%
Ghana	17,6%	16,7%	16,7%	11,1%	18,3%
Guinée	0,0%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%
Nigeria	2,6%	12,2%	12,2%	12,9%	13,7%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,0%	0,3%	0,3%	0,2%	0,1%
CEMAC	4,3%	10,7%	10,7%	14,5%	10,6%
Cameroun	2,2%	0,9%	0,9%	0,5%	0,5%
Congo (Brazzaville)	0,3%	0,5%	0,5%	0,7%	0,4%
Gabon	1,2%	7,6%	7,6%	12,2%	9,4%
Guinée Equatoriale	0,1%	0,9%	0,9%	0,4%	0,2%
République Centrafricaine	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Tchad	0,5%	0,8%	0,8%	0,6%	0,2%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	13,4%	1,7%	1,7%	1,7%	2,3%
Afrique du Sud	8,3%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Angola	0,1%	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%
Maroc	1,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaire)	0,3%	0,4%	0,4%	0,2%	0,4%
Tunisie	3,1%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%
Autres	0,0%	0,3%	0,3%	0,8%	0,9%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

En ce qui concerne l'Europe, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont régressé de 31,3% en passant de 108.739 millions en 2012 à 74.662 millions en 2013. Cette baisse est essentiellement en rapport avec l'absence d'exportations de phosphates à destination de la Pologne et du Danemark, contre 45.653 millions en 2012.

Les exportations vers l'Amérique et l'Asie ont augmenté respectivement de 1.025,1% et 10,9%.

L'évolution notée vers l'Amérique fait suite principalement à des réexportations d'ouvrages en fonte, fer ou acier (notamment autres tubes, tuyaux circulaires soudés en fer ou acier) pour 11.559 millions (aucune réexportation n'est enregistrée en 2012) en direction de Cuba.

Les exportations en destination de l'Asie se sont accrues, en relation principalement avec l'accroissement des ventes de phosphates vers l'Inde qui sont passées de 2.895 millions en 2012 à 12.912 millions en 2013.

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2013, les importations de biens enregistrées en balance des paiements se sont chiffrées à 1.181.966 millions, en progression de 25,1% par rapport aux 945.148 millions affichés en 2012.

Les importations de biens représentent 57,2% du PIB nominal contre 47,5% un an plus tôt.

Tableau 22- Evolution des importations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Marchandises générales	621 003	696 749	939 734	929 794	1 163 682	25,2%
Or non monétaire	1	8 719	13 347	15 354	18 284	19,1%
IMPORTATIONS DE BIENS	621 004	705 468	953 081	945 148	1 181 966	25,1%
PIB Nominal (PIB)	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	2 064 693	3,8%
Importations de biens / PIB	41,6%	44,9%	53,8%	47,5%	57,2%	20,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2- Composition des importations de biens

L'évolution des marchandises importées en commerce général se présente comme suit.

Tableau 23- Evolution des marchandises générales importées (en millions)

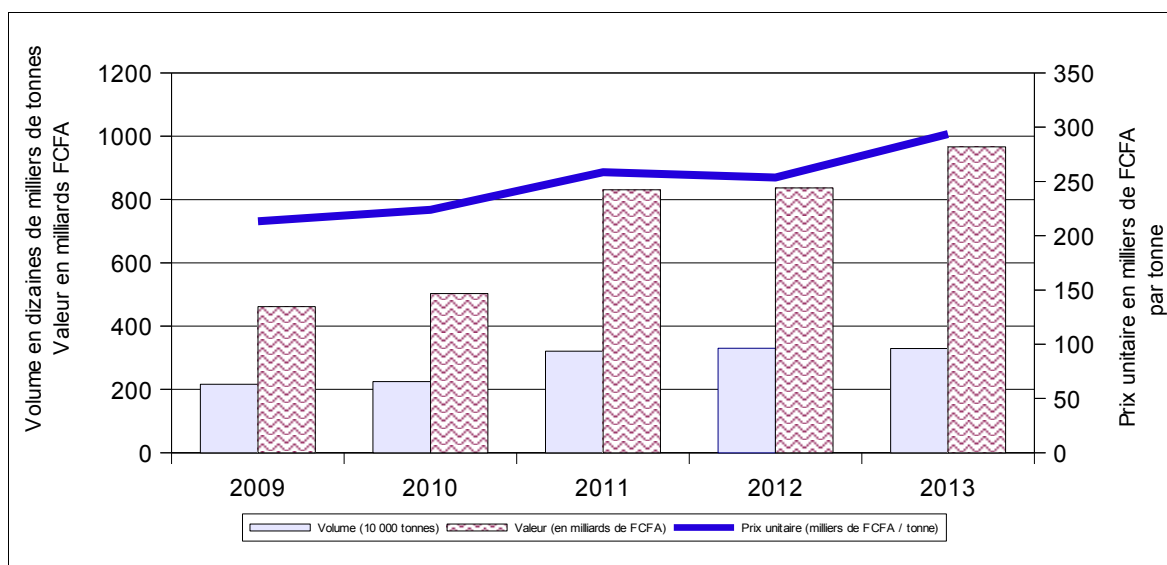
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	585 164	668 164	863 613	938 318	1 222 382	30,3%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101	15,5%
1.b- Mouvements d'entrepôt	145 768	177 845	44 364	116 322	256 280	120,3%
1.c- Ajustement de couverture de champ	-22 382	-12 870	-11 197	-14 588	0	-100,0%
2- Ajustement (commerce non contrôlé + CEB)	129 465	135 491	214 300	141 606	136 882	-3,3%
2.a- Commerce non contrôlé	63 972	68 896	142 248	64 048	53 656	-16,2%
1.b- CEB	65 493	66 595	72 052	77 558	83 226	7,3%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	714 629	803 655	1 077 912	1 079 924	1 359 264	25,9%
4- Reclassification du fret et assurance (1*16%)	-93 626	-106 906	-138 178	-150 131	-195 581	30,3%
Marchandises générales importées (FOB) (3+4)	621 003	696 749	939 734	929 794	1 163 682	25,2%
PIB Nominal (PIB)	1 493 551	1 571 336	1 772 584	1 989 464	2 064 693	3,8%
Importations ajustées CAF /PIB (%)	47,8%	51,1%	60,8%	54,3%	65,8%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2013, les achats de biens extérieurs classés en commerce spécial se sont élevés à 966.101 millions contre 836.584 millions en 2012, en hausse de 15,5%.

Graphique 10- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette progression de la valeur des importations est liée à la hausse de 15,8% du prix moyen de la tonne de ces produits qui passe de 253.542 FCFA en 2012 à 293.709 FCFA en 2013, atténuée par une diminution de 0,3% du volume importé.

Tableau 24- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)

	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Volume (milliers de tonnes)	2 165	2 248	3 211	3 300	3 289	-0,3%
Valeur (millions de FCFA)	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101	15,5%
Prix moyen (FCFA/tonne)	213 292	223 816	258 588	253 542	293 709	15,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

La hausse de la valeur des importations en 2013 est attribuable à tous les groupes de produits, notamment les factures CAF qui ont progressé de 24,3% pour les matières premières et produits semi-finis, 15,6% pour les énergies et lubrifiants, 12,6% pour les biens d'équipement et 9,4% pour les biens de consommation.

Tableau 25- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Biens de consommation	173 173	201 235	219 665	235 757	257 950	9,4%
Énergies et lubrifiants	69 149	79 236	138 389	184 851	213 679	15,6%
Matières premières et produits semi-finis	90 358	89 992	224 037	222 099	276 106	24,3%
Biens d'équipement	129 096	132 726	248 354	193 877	218 367	12,6%
Importations en commerce spécial (CAF)	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101	15,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés augmentent en valeur de 9,4% en s'établissant à 257.950 millions en 2013, contre 235.757 millions une année plus tôt. Cette évolution est imputable à la hausse des importations des sous-groupes « Alimentation-Boissons-Tabacs » (+11,9%) et « Autres produits finis pour la consommation » (+7,4%).

La part des biens de consommation dans les importations totales diminue de 1,5 point de pourcentage, en passant de 28,2% en 2012 à 26,7% en 2013.

Tableau 26- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Alimentation-Boissons-Tabacs	58 390	70 785	98 637	104 654	117 110	11,9%
Autres produits finis pour la consommation	114 783	130 449	121 028	131 104	140 840	7,4%
Total des biens de consommation (1)	173 173	201 235	219 665	235 757	257 950	9,4%
Total importations en commerce spécial (2)	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101	15,5%
Part des biens de consommation dans les importations	37,5%	40,0%	26,5%	28,2%	26,7%	-1,5 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1.1.1- Alimentation-boissons-tabacs

Avec 117.110 millions contre 104.654 millions en 2012, la valeur des importations des produits du sous-groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » a enregistré une hausse de 11,9%, impulsée par les importations de produits alimentaires (+8,6%), de boissons (+63,7%) et de tabacs (+9,2%). Le coût unitaire du kilogramme de ces produits est passé de 235,8 FCFA/kg à 215,1 FCFA/kg, soit une régression de 8,8% d'une année à l'autre. De plus, le tonnage importé a enregistré une baisse de 3,1%, en passant de 561.770 tonnes en 2012 à 544.327 tonnes en 2013.

L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est localisé au niveau des huiles (+43,7%), du riz (+40,8%) et du lait (+38,6%). Toutefois, les importations de viandes et des autres produits alimentaires ont respectivement baissé de 2,9% et 0,8%.

La hausse des importations de boissons est imputable aux boissons non alcoolisées notamment aux eaux minérales et gazéifiées (+7.617 millions), soit +94,9%.

Les importations de tabacs sont en progression de 9,2%, malgré les mesures prises par les Autorités pour lutter contre la consommation de tabac, notamment à travers la loi anti-tabac N°2010-017 du 31 décembre 2010 relative à la production, à la commercialisation, à la consommation des cigarettes et autres produits du tabac.

**Tableau 27- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs »
(en millions)**

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Contrib. 13/12
Produits alimentaires	48 259	60 396	87 415	91 214	99 085	8,6%	7,5%
Riz	5 684	5 310	7 559	8 576	12 078	40,8%	3,3%
Poissons	3 791	11 229	14 262	15 432	15 944	3,3%	0,5%
Viandes	4 077	4 929	5 526	5 975	5 799	-2,9%	-0,2%
Lait	3 659	4 670	8 695	8 578	11 890	38,6%	3,2%
Sucre	5 788	8 222	8 679	9 500	10 488	10,4%	0,9%
Huiles	-	3 731	8 662	19 296	27 731	43,7%	8,1%
Autres produits alimentaires	25 260	22 304	34 032	23 856	23 674	-0,8%	-0,2%
Boissons	3 640	3 512	4 895	6 149	10 066	63,7%	3,7%
Tabacs	6 491	6 878	6 326	7 291	7 959	9,2%	0,6%
TOTAL	58 390	70 785	98 637	104 654	117 110	11,9%	11,9%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2013 à 140.840 millions, en augmentation de 7,4% par rapport aux 131.104 millions de 2012. Cette hausse est imputable à l'accroissement des importations des autres produits manufacturés (+18,1%), notamment en ce qui concerne les produits de beauté (+24,3%) et les sacs et sachets d'emballage (+59,1%). Les importations des produits pharmaceutiques et chimiques ont respectivement fléchi de 1,4% et 0,5%.

**Tableau 28- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la
consommation" (en millions)**

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Produits pharmaceutiques	28 922	37 310	36 385	43 420	42 819	-1,4%
Produits chimiques	10 784	12 196	22 020	29 689	29 543	-0,5%
Autres produits manufacturés	75 078	80 943	62 622	57 995	68 478	18,1%
TOTAL	114 783	130 449	121 028	131 104	140 840	7,4%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des importations des produits du groupe « énergie et lubrifiants » s'élève à 213.679 millions en 2013, en hausse de 15,6% par rapport aux 184.851 millions de 2012, en liaison avec une augmentation de 10,1% du volume importé conjuguée à la progression de 5,0% du prix moyen.

Tableau 29- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	Contrib. 13/12
Pétrole brut	0	0	0	0	0	-	-
Pétrole lampant	9 342	7 178	8 525	10 715	6 162	-42,5%	-2,5%
Essence	25 442	25 272	25 023	37 882	70 140	85,2%	17,5%
Gas-oil et fuel-oil	27 248	38 001	54 787	78 491	79 019	0,70%	0,3%
Huiles de graissage	4 705	4 774	7 918	11 208	11 380	1,5%	0,1%
Butane et autres gaz	1 106	2 479	3 899	5 495	5 881	7,0%	0,2%
Bitumes et produits bitumeux	268	1 068	38 171	40 491	36 831	-9,0%	-2,0%
Autres	1 039	465	67	569	4 267	650,3%	2,0%
Total valeurs (1)	69 149	79 236	138 389	184 851	213 679	15,6%	15,6%
Volume (tonne)	233 926	327 996	521 978	545 025	600 084	10,1%	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	295 604	241 576	265 125	339 160	356 081	5,0%	-
Total importations en commerce spécial (2)	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101	15,5%	-
Part dans les importations (1) / (2)	15,0%	15,7%	16,7%	22,1%	22,1%	0 (*)	-

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et DGSCN

La hausse des importations de produits pétroliers est essentiellement impulsée par les achats d'essence (+85,2%) et des autres produits énergétiques et lubrifiants (+650,3%) pour satisfaire la demande intérieure et extérieure (réexportation) en carburants. Cependant, les importations de bitumes et de produits bitumeux ont régressé de 9,0%, marquant l'entrée en phase finale de la plupart des travaux de réhabilitation des infrastructures routières entamés les années précédentes.

Par ailleurs, le dynamisme qu'occasionne les chantiers d'aménagement de la voirie implique une forte demande en carburant et autres produits énergétiques de la part des entreprises des bâtiments et travaux publics. En effet, le volume des importations de produits énergétiques en 2013 s'est situé à 600.084 tonnes contre 545.025 tonnes en 2012 et 521.978 tonnes en 2011.

La part des produits pétroliers dans les importations totales reste stable à 22,1% par rapport à celle de l'année 2012.

1.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se chiffrent à 276.106 millions en 2013, contre 222.099 millions en 2012, soit une hausse de 24,3%. Cette évolution est induite par la progression des importations de produits semi-finis (+27,0%), en rapport avec les produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et acier, etc.

Les importations de matières premières se sont également accrues de 15,8%, portées essentiellement par l'accroissement de celles du blé et du clinker.

Tableau 30- Evolution des importations des matières premières (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Matières premières	50 133	47 270	43 825	53 369	61 794	15,8%
<i>Dont blé</i>	9 527	7 134	14 371	15 212	19 078	25,4%
<i>clinker</i>	35 996	35 032	27 528	38 157	40 106	5,1%
Produits semis-finis	40 226	42 722	180 211	168 730	214 312	27,0%
<i>Dont produits sidérurgiques</i>	27 400	35 024	126 491	116 912	149 956	28,3%
<i>autres matériaux de construction</i>	12 825	7 698	6 611	4 709	12 283	160,8%
TOTAL	90 358	89 992	224 037	222 099	276 106	24,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1.4- Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement s'élèvent en 2013 à 218.367 millions, contre 193.877 millions en 2012, soit une augmentation de 12,6%. Des importations de pièces d'assemblage et de rechange de bateau ont été effectuées en 2013 pour une valeur de 46.241 millions, contre 17.950 millions en 2012.

Le niveau des biens d'équipement est imputable, outre les pièces d'assemblage de bateaux, aux importations de motocycles, de véhicules à usage touristique ainsi que de bulldozers, d'angledozeres, de scrapers, d'excavateurs, de compacteuses, etc. dans le cadre des travaux d'aménagement de la voirie publique.

La hausse enregistrée au niveau des produits finis pour l'agriculture s'explique par les importations effectuées dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) qui vise une croissance agricole de 6% à l'horizon 2015. Ces importations concernent les machines et outils pour les cultures agricoles, horticoles et sylvicoles.

La proportion de ces biens dans les importations totales est en baisse de 0,6 point de pourcentage, passant de 23,2% en 2012 à 22,6% en 2013.

Tableau 31- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Produits finis pour l'agriculture	164	342	2 302	418	2 051	390,1%
Produits finis pour l'industrie	128 932	132 384	246 052	193 459	216 316	11,8%
Biens d'équipement (1)	129 096	132 726	248 354	193 877	218 367	12,6%
Total importations en commerce spécial (2)	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101	15,5%
Part des biens d'équipement dans les importations	28,0%	26,4%	29,9%	23,2%	22,6%	-0,6 (*)

(*) Il s'agit de la différence exprimée en points de pourcentage.

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.2- Mouvements d'entrepôts¹²

Un ensemble de dispositions légales, qui dérogent en tout ou partie au droit douanier, ont été prévues pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation. Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se chiffrent en 2013 à 256.280 millions, en hausse de 120,3% par rapport aux 116.322 millions de 2012.

I.1.2.2.3- Ajustements de couverture

Les ajustements opérés sur les importations CAF en commerce général en 2013, ont porté sur +136.882 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (+83.226 millions) et le commerce non contrôlé (+53.656 millions).

I.1.2.2.4- Importations d'or non monétaire

En 2013, aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier, tout comme en 2012.

Cependant, le coût d'achat des réexportations de cette matière a été estimé à 21.484 millions en 2013, contre 15.354 millions en 2012, portant ainsi les importations totales d'or non monétaire à 18.284 millions. En effet, l'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire a été faite sur la base des données déclarées par les douanes au titre des réexportations de ce produit. Un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les réexportateurs qui se chiffre à 17,5%.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations

En 2013, les principaux pays fournisseurs de biens au Togo sont l'Europe (39,8%) et l'Asie (35,0%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 13,8% et 11,4% respectivement.

Tableau 32- Répartition des importations par zone géographique (en millions)

	2009	Part / total	2010	Part / total	2011	Part / total	2012	Part / total	2013	Part / total	Var 13/12
EUROPE	210 494	45,6%	208 006	41,3%	372 549	44,9%	321 326	38,4%	384 154	39,8%	19,6%
AFRIQUE	73 366	15,9%	77 138	15,3%	114 834	13,8%	125 082	15,0%	133 018	13,8%	6,3%
AMÉRIQUE	30 413	6,6%	28 201	5,6%	44 766	5,4%	100 428	12,0%	110 545	11,4%	10,1%
ASIE	147 504	31,9%	189 844	37,7%	298 296	35,9%	289 748	34,6%	337 846	35,0%	16,6%
OCEANIE	-	-	-	-	-	-	-	-	538	0,1%	-
TOTAL	461 777	100,0%	503 189	100,0%	830 445	100,0%	836 584	100,0%	966 101	100,0%	15,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

¹² Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

En 2013, les importations en provenance de l'Europe ont progressé de 19,6% en passant de 321.326 millions en 2012 à 384.154 millions une année plus tard. Elles sont essentiellement constituées d'huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux du Pays-Bas, de la Russie, de la Belgique et de la France ainsi que du Clinker de l'Espagne.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2013, des marchandises pour 337.846 millions, contre 289.748 millions en 2012, en hausse de 16,6%. Elles se sont rapportées :

- aux barres de fer ou acier non allié de la Chine ;
- aux huiles de palme de la Malaisie et l'Indonésie ;
- aux huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux de l'Israël, de l'Inde et de la Turquie.

Les échanges en provenance de l'Océanie se sont établis à 538 millions en 2013, contre un niveau nul en 2012. Ils se sont rapportés, pour l'essentiel, aux articles de friperie de l'Australie.

Les importations en provenance de l'Amérique sont passées de 100.428 millions en 2012 à 110.545 millions, en hausse de 10,1%. Elles ont été portées essentiellement par les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, du Vénézuéla et des Etats-Unis.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations se sont confortées de 6,3% en passant de 125.082 millions à 133.018 millions d'une année à l'autre.

Elles ont concerné :

- les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal ;
- les parties des machines de sondage et de forage du Ghana.

En 2013, les principaux partenaires du Togo en Afrique, sont :

- le Ghana (35,2%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux, les farines de froment (blé) et les barres en fer ou aciers non alliés ;
- la Côte d'Ivoire (19,0%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, les huiles de palme et les cokes de pétrole, les bitumes de pétrole ainsi que les cigares et cigarettes ;
- le Maroc (7,7%), avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux ainsi que les engrais minéraux ou chimiques avec azote ;
- l'Afrique du Sud (7,1%), avec les polymères de propylène, des produits laminés en fer ou en acier non alliés et les véhicules automobiles pour le transport de marchandises ;
- le Nigeria (6,0%), avec le gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux ainsi que les cigares et cigarettes.

Tableau 33- Proportion des importations en provenance d'Afrique

ZONES GEOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
UEMOA	36,1%	39,9%	34,9%	31,4%	34,1%
Bénin	2,1%	3,0%	3,3%	2,7%	4,0%
Burkina	0,4%	1,4%	0,6%	0,6%	0,3%
Côte d'Ivoire	25,2%	25,9%	22,8%	20,5%	19,0%
Guinée-Bissau	3,8%	4,2%	3,7%	2,3%	5,6%
Mali	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%
Niger	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,4%
Sénégal	4,3%	5,3%	4,5%	5,2%	4,3%
CEDEAO (hors UEMOA)	36,4%	22,1%	26,1%	37,4%	41,5%
Ghana	18,8%	16,2%	17,3%	29,2%	35,2%
Nigeria	16,7%	5,9%	8,0%	6,8%	6,0%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,8%	0,0%	0,8%	1,4%	0,4%
CEMAC	1,1%	1,1%	0,5%	0,8%	3,4%
Cameroun	1,1%	1,1%	0,5%	0,8%	3,2%
Congo (Brazzaville)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%
Autres CEMAC	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	26,4%	36,9%	38,5%	30,4%	21,0%
Afrique du Sud	14,5%	12,0%	18,0%	14,2%	7,1%
Egypte	2,5%	1,5%	2,5%	2,6%	3,0%
Maroc	5,0%	6,0%	4,8%	6,7%	7,7%
Mauritanie	2,3%	5,4%	5,5%	4,4%	0,2%
Mozambique	0,1%	9,1%	2,5%	1,0%	0,0%
Seychelles	0,5%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Tunisie	1,0%	0,8%	1,2%	1,2%	1,0%
Autres	0,6%	1,2%	4,1%	0,2%	1,9%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

Encadré 1 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après, arrêtée par la Cellule, est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2013 (en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 315	11 009	85	65 692	45 304	18 907	70 054	215 366
	Burkina	2 993		21 582	24	47 896	13 605	4 207	6 733	97 042
	Côte d'Ivoire	38 329	329 435		221	184 946	34 745	72 958	79 787	740 421
	Guinée-Bissau	752	0	2 146		6 276	0	3 653	6 319	19 146
	Mali	19 250	42 299	74 435	372		9 668	38 910	12 891	197 825
	Niger	14 739	55 695	4 610	0	40 388		801	8 115	124 349
	Sénégal	10 690	33 378	51 620	46 879	148 706	8 308		20 245	319 825
	Togo	158 300	94 651	23 805	57	12 070	65 894	5 099		359 876
	UEMOA	245 054	559 773	189 207	47 639	505 974	177 524	144 536	204 142	2 073 850

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2013, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 359.876 millions contre 356.438 millions en 2012.

Les importations du Togo en provenance des pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 204.142 millions, contre 192.656 millions en 2012.

La balance commerciale du Togo avec les pays de l'UEMOA est ressortie excédentaire de 155.734 millions contre un excédent de 163.782 millions enregistré en 2012.

I.2- BALANCE DES SERVICES

Le poste « services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo dégage en 2013 un solde excédentaire de 7.232 millions, contre 8.000 millions en 2012. Cette évolution est due à l'aggravation du solde déficitaire des services de transports, en particulier le transport maritime, atténuée par l'amélioration du solde excédentaire des autres services.

Tableau 34- Evolution de la balance des services (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Transports	-67 216	-57 354	-20 875	-49 716	-54 959	10,5%
Voyages	10 094	9 697	19 012	39 668	39 636	-0,1%
Autres services	18 796	6 182	18 480	18 048	22 555	25,0%
Balance des services	-38 326	-41 475	16 617	8 000	7 232	-9,6%

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport.

Le solde structurellement déficitaire s'est aggravé de 10,5% en s'établissant à -54.959 millions en 2013 contre -49.716 millions en 2012, en liaison notamment avec la hausse de 9,9% du solde déficitaire du fret maritime, suite à l'accroissement des importations de marchandises.

Tableau 35- Evolution du solde des transports (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Transports	-67 216	-57 354	-20 875	-49 716	-54 959	10,5%
- Passagers	-19 746	-2 065	41 095	42 494	46 907	10,4%
- Fret	-72 732	-77 458	-89 354	-127 611	-140 840	10,4%
- Fret maritime	-79 266	-89 303	-106 331	-143 981	-158 165	9,9%
- Fret aérien	3 984	9 710	21 511	13 882	14 744	6,2%
- Autres	2 550	2 135	-4 534	2 488	2 581	3,7%
- Autres transports	25 262	22 169	27 384	35 401	38 975	10,1%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2013 un excédent de 39.636 millions, en baisse de 0,1% par rapport aux 39.668 millions de 2012. Cette évolution est imputable à la régression du solde des dépenses nettes effectuées à titre personnel (-2,1%), amoindrie par la hausse des dépenses réalisées à titre professionnel (+1,2%).

Tableau 36- Evolution du solde des voyages (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Voyages	10 094	9 697	19 012	39 668	39 636	-0,1%
à titre professionnel	846	559	12 772	24 033	24 324	1,2%
à titre personnel	9 248	9 138	6 240	15 635	15 312	-2,1%
- Santé	-97	-57	-63	-32	126	-500,0%
- Education	-75	-255	725	668	157	-76,5%
- Autres	9 420	9 450	5 578	14 999	15 029	0,2%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2013 par un excédent de 22.555 millions, soit un accroissement de 25,0% par rapport à l'excédent de 18.048 millions de 2012, suite aux évolutions conjuguées des soldes suivants :

- les autres services fournis aux entreprises (+51,2%), notamment dans le domaine du commerce international ;
- les services de télécommunications, informatique et information (+193,7%) ;
- les services financiers (-42,1%) ;
- les services d'assurance (-4,8%) ;
- les services des BTP (-18,3%) ;
- les services fournis ou reçus par les administrations publiques (-1,3%).

Tableau 37- Evolution du solde des autres services (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Autres services	18 796	6 182	18 480	18 048	22 555	25,0%
Services de BTP	-3 492	-2 257	-3 579	-3 656	-2 988	-18,3%
Services d'assurance	-15 013	-18 890	-20 301	-20 939	-19 934	-4,8%
Services financiers	5 089	3 872	6 316	8 715	5 042	-42,1%
Services de télécommunications, informatique et information	14 080	13 335	8 944	1 307	3 839	193,7%
Services fournis ou reçus par les APU	13 320	11 102	18 145	24 245	23 929	-1,3%
Autres services aux entreprises	4 812	-980	8 956	8 377	12 667	51,2%

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 2,8% en passant de 233.665 millions en 2012 à 240.095 millions en 2013, en liaison avec l'effet conjugué des évolutions suivantes :

- la hausse des recettes issues du transport des passagers (+9,8%) ainsi que des autres transports (+8,1%) ;
- l'accroissement des recettes provenant des voyages effectués à titre personnel (+11,1%) ;
- la baisse des recettes des autres services (-10,9%), en particulier le repli des services de construction pour le compte d'une institution financière.

Tableau 38- Evolution des exportations de services (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Transports	42 891	64 638	112 281	105 682	114 688	8,5%
- Passagers	2 487	19 146	52 220	48 681	53 461	9,8%
- Fret	13 557	15 425	28 097	16 467	17 421	5,8%
- Autres transports	26 847	30 067	31 964	40 534	43 807	8,1%
Voyages	32 261	32 453	46 123	56 790	61 970	9,1%
- à titre professionnel	13 422	15 523	34 750	28 107	30 107	7,1%
- à titre personnel	18 839	16 930	11 373	28 683	31 863	11,1%
Autres services	63 459	61 509	81 658	71 193	63 436	-10,9%
Exportations de services	138 611	158 600	240 063	233 665	240 095	2,8%

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

En 2013, les importations de services ont progressé de 3,2% en passant de 225.665 millions en 2012 à 232.863 millions une année plus tard.

Les transports constituent le principal poste des services importés, notamment avec le fret.

En 2013, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 158.261 millions, en progression de 9,8% par rapport à 2012, en liaison avec la hausse des importations. Cette hausse a été renforcée par l'accroissement de 5,9% des transports de passagers. Les autres services de transports ont affiché une diminution de 1,6% en passant de 4.686 millions en 2012 à 4.612 millions un an plus tard.

Les dépenses de voyage se sont situées à 22.335 millions, en augmentation de 30,4% par rapport aux 17.122 millions de 2012, liée essentiellement à la hausse, d'une part des missions et voyages d'affaires à l'étranger et, d'autre part, des séjours de loisirs et de vacances à l'étranger.

Les importations des autres services ont régressé de 23,1% en passant de 53.145 millions en 2012 à 40.881 millions une année plus tard, en liaison avec :

- les autres services fournis aux entreprises, notamment dans le domaine du commerce international par certaines industries manufacturières ;
- les services de construction, d'assurance, de télécommunications, d'informatique et d'information, notamment dans le secteur des activités bancaires.

Tableau 39- Evolution des importations de services (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Transports	110 107	121 992	133 156	155 398	169 647	9,2%
- Passagers	22 233	21 211	11 125	6 187	6 554	5,9%
- Fret	86 289	92 883	117 451	144 078	158 261	9,8%
- Autres transports	1 585	7 898	4 490	4 686	4 612	-1,6%
Voyages	22 167	22 756	27 112	17 122	22 335	30,4%
- à titre professionnel	12 576	14 964	21 978	4 074	5 783	41,9%
- à titre personnel	9 591	7 792	5 134	13 048	16 552	26,9%
Autres services	44 663	55 327	63 178	53 145	40 881	-23,1%
Importations de services	176 937	200 075	223 446	225 665	232 863	3,2%

Source : BCEAO

Encadré 2 : Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé.

En 2010, le transport de passagers par l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) a progressé de 57,7% pour atteindre un niveau de 380.184 passagers, contre 241.078 en 2009, sous l'effet de l'activité des compagnies Asky et Brussels Airlines, qui ont respectivement démarré en janvier et juillet 2010.

Le regain d'activité, suite au dynamisme des principales compagnies aériennes ont porté le trafic à 589.416 passagers en 2013.

Conscient du rôle majeur du transport aérien dans le développement économique du Togo ainsi que de son avenir radieux, les Autorités publiques ont lancé officiellement, le 11 décembre 2011, les travaux de réaménagement, d'extension et de modernisation avec une certification de haut standing de l'AIGE, dans le but de le positionner comme un hub de la sous-région.

Financée à hauteur de 150 millions de dollars, soit 75 milliards de FCFA par Eximbank de Chine, la nouvelle aérogare de 21.000 m² à deux niveaux, dotée de passerelles télescopiques, pourrait accueillir jusqu'à 2.000.000 de passagers par an, contre environ 600.000 auparavant et un volume de marchandises qui va aussi passer de 15.000 tonnes à 50.000 tonnes.

Par ailleurs, la nouvelle aérogare disposera de nouveaux taxiways pour relier les deux seuils de piste, de boutiques hors taxes de luxe et d'un hôtel de 96 chambres, avec cinq (05) suites. Il est également envisagé un plan d'assainissement de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, de pluies et des déchets ainsi que d'un nouveau parking pour avion pouvant accueillir jusqu'à 15 avions.

A l'issue de ce vaste chantier, l'aérogare de Lomé sera le premier en Afrique à disposer de chronographes, ajoutés aux détecteurs d'explosifs et scanners de haute technologie.

I.3- COMPTE DES REVENUS PRIMAIRES

Le compte des revenus primaires est constitué de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2013, il est ressorti excédentaire de 12.474 millions contre 3.051 millions en 2012, soit une expansion de 308,9%. Cette situation est en rapport avec l'amélioration de 83,5% du solde déficitaire des revenus des investissements, atténuée par le repli des soldes de la rémunération des salariés et des autres revenus primaires respectivement de 0,8% et 0,6%.

Tableau 40- Evolution des revenus (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Rémunération des salariés	15 409	13 238	9 702	11 166	11 080	-0,8%
Revenus des investissements	-24 400	-24 862	92 274	-11 415	-1 887	-83,5%
Autres revenus primaires	0	0	8 225	3 300	3 281	-0,6%
Revenus primaires	-8 991	-11 624	110 202	3 051	12 474	308,9%

Source : BCEAO

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques et des organismes internationaux, et d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 11.080 millions en 2013, en baisse de 0,8% par rapport aux 11.166 millions enregistrés en 2012. Cette évolution est en liaison avec le repli des paiements effectués par les organismes internationaux et les ambassades aux résidents, suite à la baisse des sollicitations des prestations.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers des résidents placés à l'étranger.

En 2013, ces opérations se sont soldées par un déficit de 1.887 millions, contre un déficit de 11.415 millions en 2012, en liaison principalement avec l'accroissement des paiements d'intérêts reçus par un holding bancaire au Togo des investisseurs directs étrangers.

Les revenus des investissements de portefeuille se sont situés à 11.754 millions, contre 7.407 millions en 2012 en progression de 58,7%. Ces revenus sont principalement issus des intérêts perçus des placements effectués par les banques résidentes à l'étranger.

Le solde des revenus des autres investissements a augmenté de 3,4%, en rapport avec les intérêts reçus, notamment sur les prêts et crédits commerciaux, par certains établissements de crédit.

Tableau 41- Evolution des revenus des investissements (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Revenus des investissements directs	-19 073	-16 723	81 576	-27 238	-22 343	-18,0%
Revenus des investissements de portefeuille	-3 192	-1 142	7 044	7 407	11 754	58,7%
Revenus des autres investissements	-2 135	-6 997	3 655	8 416	8 702	3,4%
Revenus des investissements	-24 400	-24 862	92 274	-11 415	-1 887	-83,5%

Source : BCEAO

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations ainsi que des subventions.

Les entrées nettes des autres revenus primaires se situent à 3.281 millions en 2013 contre 3.300 millions en 2012, en liaison avec le léger repli des paiements effectués par les non-résidents au titre des droits et taxes portuaires.

I.4- COMPTE DES REVENUS SECONDAIRES

Le compte des revenus secondaires se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte des revenus secondaires s'est établi en 2013 à 129.600 millions, en progression de 4,8% par rapport aux 123.643 millions enregistrés en 2012, du fait d'une hausse du solde des revenus des autres secteurs, atténuée par le fléchissement de celui des administrations publiques.

Tableau 42- Evolution des revenus secondaires (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Administrations Publiques	38 335	49 805	41 088	42 640	42 535	-0,2%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	38 335	49 805	41 088	42 640	42 535	-0,2%
Autres secteurs	120 168	126 384	86 569	81 003	87 065	7,5%
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	108 543	122 373	61 973	86 601	97 325	12,4%
<i>Autres transferts courants</i>	11 625	4 011	24 596	-5 598	-10 260	83,3%
Revenu secondaire	158 503	176 189	127 657	123 643	129 600	4,8%

Source : BCEAO

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les transferts courants divers des administrations publiques.

Ces transferts ont régressé de 0,2% en passant de 42.640 millions en 2012 à 42.535 millions en 2013. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement, notamment les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants autres que ceux destinés aux investissements, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux et religieux, etc.

Ces opérations ont augmenté de 7,5% en s'établissant à 87.065 millions en 2013, contre 81.003 millions en 2012, du fait de la hausse de 12,4% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants¹³.

¹³ Sur la base des informations obtenues auprès des sociétés de transferts d'argent en 2013 et de l'estimation faite des transferts informels, les réceptions de fonds s'élèvent à 168.745 millions et les émissions à 71.420 millions.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 155.608 millions contre 146.151 millions l'année précédente. Cette évolution de 6,5% est en liaison avec la mobilisation conséquente des ressources extérieures, enregistrée au cours de l'année.

II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2013 a enregistré des cessions de terrains d'une valeur de 1.275 millions par des sociétés résidentes, contre 1.340 millions il y a un an.

II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2013, ils ont progressé de 6,4% en s'établissant à 156.883 millions, contre 147.491 millions l'année précédente.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués à 62.786 millions, contre 63.066 millions en 2012, portant sur les dons en espèces et en nature mobilisés notamment dans le cadre :

- du « projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieux scolaire et rural dans la Région des Savanes » ;
- de l'achat de produits et d'équipements nécessaires (produits pétroliers et matériaux de construction, etc.) pour le développement socio-économique du Togo. La vente de ces produits et matériaux permettra de constituer un fonds dénommé « Fonds de contrepartie » ;
- d'un contrat d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage du projet de modernisation de la formation professionnelle ;
- du financement par les fonds du 10^{ème} FED, des actions de gestion environnementale du Programme National des Actions Décentralisées de la Gestion de l'Environnement (PNADGE) ;
- du financement d'infrastructures d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'accélération de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- de la deuxième phase du Projet d'Aménagement Urbain du Togo (PAUT2) destinée au renforcement de la capacité de rétention du système lagunaire de Lomé par le creusement d'un quatrième lac de rétention ;
- du « Projet relatif au don japonais pour le programme des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques » ;
- du Projet de Modernisation de la Formation Professionnelle, en Partenariat avec le Secteur Privé (PMFP-PSP).

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 94.098 millions, contre 84.425 millions en 2012, suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès des partenaires dans le cadre de projets sociaux tels que la construction de bâtiments scolaires et de ponts, la confection des bancs scolaires, le financement d'activités relatives à la prévention des conflits et à la promotion de la paix en période électorale, etc.

Tableau 43- Evolution du compte de capital (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	-291	-1 340	-1 275	-4,9%
Transferts de capital	63 821	687 480	130 752	147 491	156 883	6,4%
<i>Administration publique</i>	48 745	678 916	48 148	63 066	62 786	-0,4%
<i>dont Remises de dette</i>	0	642 456	0	0	0	-
<i>Autres secteurs</i>	15 076	8 564	82 604	84 425	94 098	11,5%
Solde du compte de capital	63 821	687 480	130 461	146 151	155 608	6,5%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2013, par un passif net de 164.210 millions, contre un actif net de 16.207 millions en 2012.

Cette évolution est essentiellement liée à celle des investissements directs étrangers.

Tableau 44- Evolution du solde du compte financier (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	
						Relative	Absolue
Investissements directs	-5 248	-24 091	252 994	152 552	-100 893	-166,1%	-253 445
Investissements de portefeuille	16 448	3 849	17 165	-115	39 252	-34222,2%	39 367
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-46	0	0	0	0	0,0%	0
Autres investissements	-33 196	577 702	-317 422	-136 230	-102 569	-24,7%	33 661
Solde du compte financier	-22 042	557 460	-47 263	16 207	-164 210	-1113,2%	-180 417

Source : BCEAO

III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les investissements directs étrangers se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2013, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une entrée nette de 100.893 millions, contre une sortie nette de 152.552 millions l'année précédente. Cette évolution est le reflet d'un accroissement des prises de participation des non-résidents essentiellement au niveau des holdings financiers.

III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2013, ces investissements ont enregistré un accroissement net de 39.367 millions en passant de -115 millions en 2012 à 39.252 millions une année plus tard. Cette évolution est due à l'effet conjugué :

- des souscriptions des banques résidentes et des remboursements effectués relativement aux obligations et bons du Trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- des souscriptions des non-résidents et des remboursements réalisés relativement aux bons et obligations émis sur le même marché par le Trésor togolais.

III.3- DÉRIVÉS FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers liés à un autre instrument financier, un indicateur ou un produit spécifique. Ils sont utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2013, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir/à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est ressorti avec un désendettement net de 33.661 millions, en passant d'un passif net de -136.230 millions en 2012 à un passif net de -102.569 millions en 2013. Cette évolution est la résultante des opérations ci-après :

- une baisse nette de 11.567 millions des dépôts détenus à l'extérieur ;
- un accroissement net de 6.125 millions des prêts contractés à l'extérieur ;
- un niveau net de 95.690 millions de crédits commerciaux contractés, notamment dans le cadre du financement des opérations commerciales avec les non-résidents, en particulier dans les secteurs manufacturier et commercial ;
- une réduction de 10.304 millions des engagements nets sur les opérations en attente de règlement par les résidents.

Tableau 45- Evolution des autres investissements (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	
						Relative	Absolue
Autres titres de participation	0	0	0	0	-28	-	-28
Monnaie fiduciaire et dépôts	18 661	-18 321	52 597	-39 876	-11 567	-71,0%	28 309
Prêts	56 953	-610 636	-12 938	-8 790	-6 125	-30,3%	2 665
Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	482	195	537	175,4%	342
Crédits commerciaux et avances	66 224	-66	-217 302	-94 299	-95 690	1,5%	-1 391
Autres comptes à recevoir/ à payer	7 780	479	-140 261	6 540	10 304	57,6%	3 765
Total	149 618	-628 544	-317 422	-136 230	-102 569	-24,7%	33 661

Source : BCEAO

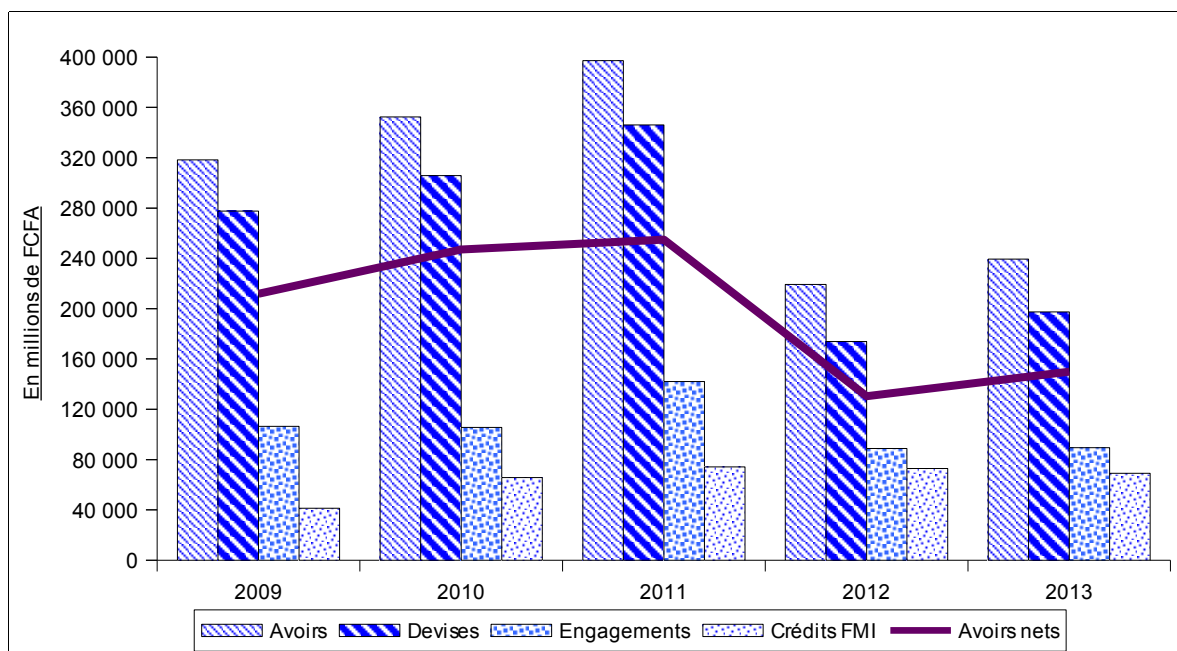
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2013, les transactions extérieures se sont soldées par une augmentation des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 36.394 millions, sous l'effet combiné des accroissements de 19.569 millions et de 16.825 millions respectivement des AEN de la Banque Centrale et des banques de dépôts. Les ajustements (notamment la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI), d'un montant de 5.175 millions, ont porté l'augmentation des avoirs extérieurs globaux à 41.570 millions, correspondant au solde global de la balance des paiements en 2013.

IV.1- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

La position extérieure créditrice de la Banque Centrale s'est améliorée en 2013 de 19.569 millions, en liaison avec un accroissement de 20.208 millions des avoirs, atténué par une légère progression de 639 millions des engagements.

Graphique 11- Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale



Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs officiels ont augmenté de 20.208 millions, en passant de 219.221 millions en 2012 à 239.429 millions une année plus tard, en rapport principalement avec la hausse de 22.867 millions de la position créditrice en disponibilités extérieures.

Les engagements extérieurs ont également enregistré un accroissement de 639 millions, en passant de 88.861 millions en 2012 à 89.500 millions en 2013, essentiellement sous l'effet du relèvement des dépôts des banques et institutions non-résidentes (+4.556 millions), amoindri par un recours moins accru au crédit du FMI (-3.887 millions).

Globalement, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont chiffrés à 149.929 millions en 2013, contre 130.360 millions une année plus tôt, en hausse de 19.569 millions.

Tableau 46- Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions)

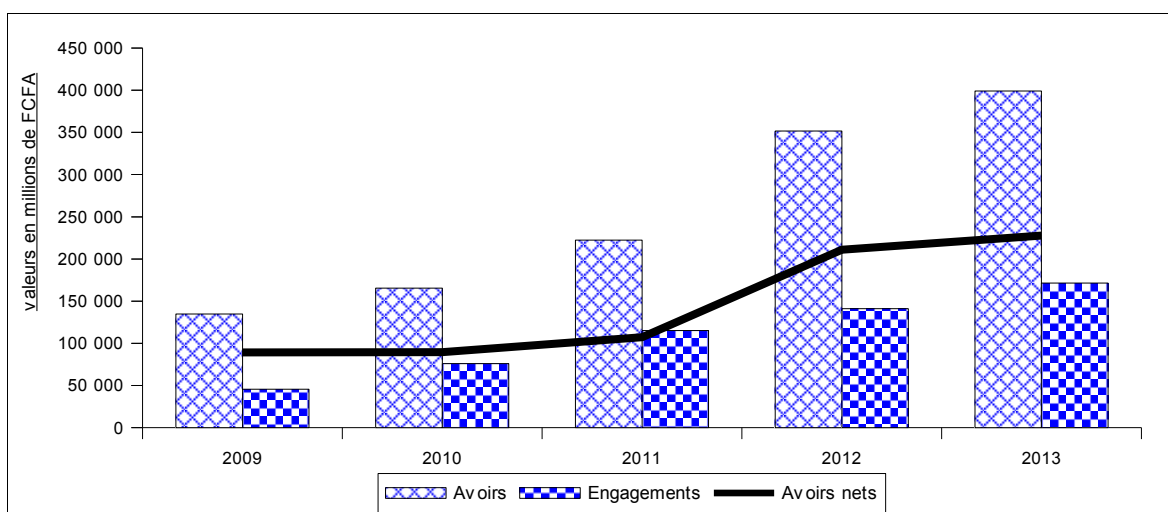
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
AVOIRS	318 236	352 438	397 120	219 221	239 429	20 208
Position de réserve	-1 684	1 495	4 929	0	-1 386	-1 385
DTS détenus	42 275	45 144	46 153	45 336	43 443	-1 893
Avoirs en monnaies étrangères	351	4 753	430	1 326	1 946	620
Position créditrice en disponibilités extérieures	277 294	301 046	345 608	172 559	195 426	22 867
ENGAGEMENTS	106 310	105 486	142 143	88 861	89 500	639
Recours au crédit du FMI	41 409	65 763	74 136	72 843	68 955	-3 887
Banques et Institutions non-résidentes	64 935	39 758	67 561	16 053	20 609	4 556
Autres engagements	-34	-35	446	-35	-65	-30
AVOIRS NETS	211 926	246 952	254 977	130 360	149 929	19 569

Source : BCEAO

IV.2- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

En 2013, la position extérieure nette des banques s'est située à 227.681 millions, en progression de 16.825 millions par rapport aux 210.856 millions atteints en 2012. Cette évolution résulte d'une hausse de 47.275 millions des avoirs, atténuée par celle de 30.450 millions des engagements.

Graphique 12- Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts



Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 399.102 millions en 2013, en hausse de 47.275 millions par rapport à l'encours de 351.827 millions de l'année précédente, en liaison notamment avec l'augmentation du solde des autres comptes (+57.996 millions), atténuée par la diminution des avoirs auprès des banques et correspondants étrangers (-10.845 millions) ainsi que des effets à l'encaissement (-1.647 millions).

La hausse de 30.450 millions des engagements extérieurs bruts qui s'établissent à 171.421 millions en 2013, contre 140.971 millions un an plus tôt, est essentiellement imputable à l'augmentation des engagements des banques locales vis-à-vis de leurs correspondants étrangers (+39.212 millions) et ceux à moyen et long termes (+4.573 millions). Cette évolution

est amoindrie par la baisse des soldes des autres comptes (-11.834 millions) et des comptes exigibles après encaissement (-4.584 millions).

Tableau 47- Évolution des avoirs et engagements des banques de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
AVOIRS (sans effets à l'encaissement)	134 700	165 351	222 443	351 827	399 102	47 275
Banques et Correspondants	71 384	81 310	90 521	168 759	157 914	-10 845
Monnaies Etrangères	2 031	2 893	794	1 918	2 042	124
Autres Comptes	61 285	81 148	131 128	181 150	239 146	57 996
<i>Effets à l'encaissement (PM)</i>	<i>3 472</i>	<i>4 410</i>	<i>4 054</i>	<i>5 146</i>	<i>3 499</i>	<i>-1 647</i>
ENGAGEMENTS (hors compte exigible après encaissement)	45 460	75 813	115 233	140 971	171 421	30 450
Banques et Correspondants	11 126	20 385	37 617	60 053	99 265	39 212
Autres Institutions Financières	3 202	15 135	22 056	30 848	30 044	-804
Gouvernements et Institutions non Financières	1 957	1 978	4 536	4 451	3 754	-697
Autres Comptes	25 962	31 814	47 323	43 068	31 234	-11 834
Engagements à moyen et long terme	3 213	6 501	3 701	2 551	7 124	4 573
<i>Comptes exigibles après encaissement (PM)</i>	<i>13 217</i>	<i>27 940</i>	<i>20 387</i>	<i>18 789</i>	<i>14 205</i>	<i>-4 584</i>
AVOIRS NETS	89 240	89 538	107 210	210 856	227 681	16 825

Source : BCEAO

IV.3- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

Les variations des positions créditrices de la Banque Centrale (+19.569 millions) et des banques de dépôts (+16.825 millions) ont conduit à une amélioration de 36.394 millions des avoirs extérieurs nets globaux en 2013.

En tenant compte de la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI pour 5.175 millions, la hausse des avoirs extérieurs nets totaux, correspondant au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2013 s'élève à 41.570 millions.

Tableau 48- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
Avoirs extérieurs nets des banques de dépôts	89 240	89 538	107 210	210 856	227 681	16 825
<i>Variation des AEN du secteur bancaire (1)</i>	<i>31 836</i>	<i>298</i>	<i>17 672</i>	<i>103 646</i>	<i>16 825</i>	<i>-86 821</i>
Avoirs extérieurs nets de la banque centrale	211 926	246 952	254 977	130 360	149 929	19 569
<i>Variation des AEN de la Banque Centrale (2)</i>	<i>15 458</i>	<i>35 026</i>	<i>8 025</i>	<i>-124 617</i>	<i>19 569</i>	<i>144 186</i>
Avoirs extérieurs nets totaux	301 166	336 490	362 187	341 216	377 610	36 394
<i>Variation des AEN totaux (1)+ (2)</i>	<i>47 294</i>	<i>35 324</i>	<i>25 697</i>	<i>-20 971</i>	<i>36 394</i>	<i>57 365</i>
Nouvelles allocations de DTS	-42 236	-	-	-	-	-
<i>Contrepartie de réévaluation (3)</i>	<i>-14</i>	<i>1 178</i>	<i>7 719</i>	<i>3 646</i>	<i>5 175</i>	<i>1 529</i>
SOLDE GLOBAL (1)+(2)+(3)	47 280	36 502	33 416	-17 325	41 570	58 895

Source : BCEAO

IV.4- AVOIRS DE RÉSERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont disposent et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et d'autres créances.

En 2013, les flux des avoirs de réserve ont augmenté de 199.127 millions en s'établissant à 22.034 millions, contre -177.094 millions en 2012, en liaison principalement avec la forte hausse des autres avoirs de réserve, notamment en monnaie fiduciaire et dépôts (+195.640 millions) et de la position de réserve au FMI (+3.484 millions).

S'agissant en particulier de la monnaie fiduciaire et des dépôts, le niveau de 23.487 millions enregistré en 2013 est lié à la variation de la position créditrice en disponibilités extérieures (des statistiques monétaires) qui s'est établie à +22.867 millions, entre 2012 et 2013.

Tableau 49- Avoirs de réserve (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12	
						Relative	Absolue
Or monétaire	0	0	0	0	0	-	0
Droits de tirage spéciaux	699	88	-37	-11	-8	-32,7%	4
Position de réserve au FMI	-4 918	3 087	3 322	-4 929	-1 446	-70,7%	3 484
Autres avoirs de réserve	3 714	28 154	40 239	-172 153	23 487	-113,6%	195 640
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	<i>3 714</i>	<i>28 154</i>	<i>40 239</i>	<i>-172 153</i>	<i>23 487</i>	<i>-113,6%</i>	<i>195 640</i>
<i>Titres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	-	0
<i>Dérivés financiers</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	-	0
<i>Autres créances</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	-	0
Avoirs de réserve	-505	31 329	43 524	-177 094	22 034	-112,4%	199 127

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

V.1- ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la PEG rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2013, la PEG du Togo ressort créditrice de 398.640 millions contre 588.187 millions en 2012¹⁴, en diminution de 189.548 millions suite à une progression des engagements (+18,9%) plus prononcée que celle des avoirs (+3,4%).

Le stock des avoirs s'établit à 2.009.192 millions en 2013 contre 1.942.248 millions en 2012, en augmentation de 66.944 millions notamment sous l'effet conjugué de :

- l'accroissement de 39.883 millions des investissements de portefeuille en liaison avec les souscriptions d'un groupe bancaire résident aux obligations et bons de Trésor émis sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- une augmentation de 20.208 millions des avoirs de réserve, en particulier la hausse de 22.867 millions de la position créditrice en disponibilités extérieures ;
- la progression de 13.044 millions des investissements directs impulsée principalement par des prises de participation d'un groupe bancaire résident vis-à-vis de ses filiales ;
- la baisse de 2.952 millions des avoirs des banques détenus auprès de leurs correspondants à l'étranger.

S'agissant des engagements, leur encours progresse de 256.492 millions en passant de 1.354.061 millions en 2012 à 1.610.552 millions en 2013. Cette évolution est essentiellement induite par :

- l'augmentation de 73.636 millions des investissements directs dans l'économie, en liaison avec la hausse observée au niveau d'un groupe bancaire résident vis-à-vis de ses filiales ;
- la progression de 100.240 millions des crédits commerciaux en rapport avec les engagements contractuels pris par les unités manufacturières et commerciales dans le cadre de leurs activités ;
- la hausse de 113.490 millions des prêts, en liaison notamment avec les nouveaux tirages.

¹⁴ Les données ont été actualisées suite aux informations recueillies lors de l'enquête sur l'élaboration de la balance des paiements 2013.

Tableau 50- Position extérieure globale (en millions)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
AVOIRS	788 639	1 265 931	1 978 470	1 942 248	2 009 192	3,4%
Investissements directs à l'étranger	75 228	538 891	1 128 186	1 310 022	1 323 066	1,0%
Investissements de portefeuille	60 958	56 290	161 630	93 768	133 651	42,5%
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres investissements	334 178	318 312	291 534	319 237	313 045	-1,9%
dont Crédits commerciaux	59 901	11 160	6 130	19 474	16 522	-15,2%
Prêts	36 714	71 088	81 746	91 808	132 839	44,7%
Monnaie fiduciaire et dépôts	228 678	235 527	203 366	204 119	159 800	-21,7%
Autres avoirs	8 885	537	291	3 836	3 884	1,3%
Avoirs de réserve	318 275	352 438	397 120	219 221	239 429	9,2%
ENGAGEMENTS	1 611 642	611 769	1 314 920	1 354 061	1 610 552	18,9%
Investissements directs dans l'économie	266 994	137 277	429 695	459 893	533 529	16,0%
Investissements de portefeuille	59 169	19	259	1 427	1 138	-20,3%
Dérivés financiers	0	16 829	20	0	0	-
Autres investissements	1 285 479	457 644	884 946	892 741	1 075 886	20,5%
dont Crédits commerciaux	206 690	53 912	84 361	21 781	122 020	460,2%
Prêts	949 962	222 486	401 458	553 893	667 383	20,5%
<i>dont dette publique extérieure</i>	<i>689 569</i>	<i>32 095</i>	<i>284 771</i>	<i>327 828</i>	<i>427 143</i>	<i>30,3%</i>
Monnaie fiduciaire et dépôts	25 418	81 051	132 644	109 384	91 995	-15,9%
Autres engagements	103 409	100 195	266 483	207 683	194 488	-6,4%
POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	-823 003	654 162	663 550	588 187	398 640	-32,2%

Source : BCEAO

V.2- STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

La PEG nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA dégage en 2013, un excédent de 141.592 millions du stock net d'actifs financiers. Les actifs financiers se sont établis à 587.868 millions, principalement sous l'effet des investissements directs portés par les bénéfices réinvestis, des autres investissements tirés par les crédits commerciaux et des investissements de portefeuille, en rapport avec les opérations d'émissions de titres publics dans la zone. Les avoirs de réserves se situent à 32.889 millions localisées spécifiquement au niveau des banques. Les passifs financiers sont évalués à 446.275 millions.

S'agissant de la zone euro, la PEG a affiché un passif financier net de 68.651 millions. Les avoirs financiers sur la zone euro se sont situés à 37.294 millions. Le passif financier brut envers les pays de la zone euro est ressorti à 105.945 millions, en liaison essentiellement par les investissements directs étrangers et les crédits commerciaux.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone euro, la PEG a enregistré un excédent de 325.698 millions. Le stock d'actifs s'est ainsi établi à 1.384.031 millions. Le passif financier s'est établi à 1.058.333 millions.

Tableau 51- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers		587 868	37 294	1 384 031	2 009 192
1	Investissements directs	235 166	31 380	1 056 520	1 323 066
2	Investissements de portefeuille	102 591	1 529	29 531	133 651
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	217 222	4 385	91 439	313 045
5	Avoirs de réserves	32 889	0	206 540	239 429
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	43 443	43 443
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	-1 386	-1 386
5.4	Autres avoirs de réserve	32 889	0	164 483	197 372
Stocks de passifs financiers		446 275	105 945	1 058 333	1 610 552
1	Investissements directs	58 634	66 566	408 330	533 529
2	Investissements de portefeuille	143	995	0	1 138
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	387 499	38 384	650 003	1 075 886
Position extérieure globale nette		141 592	-68 651	325 698	398 640

Source : BCEAO

CONCLUSION

Les comptes extérieurs du Togo sont marqués en 2013 par :

- une aggravation de 130.577 millions (+87,0%) du déficit courant ;
- une amélioration de 9.458 millions (+6,5%) de l'excédent du compte de capital ;
- une baisse du solde du compte financier de 180.417 millions (-1.113,2%).

Ainsi, la balance des paiements dégage en 2013 un solde excédentaire de 41.570 millions. Le solde des transactions courantes est ressorti déficitaire de 280.741 millions, atténué par un excédent de 155.608 millions du compte de capital. Il s'en dégage un besoin de financement de 125.133 millions couvert par les opérations financières qui se sont soldées par un passif net de 164.210 millions.

Le déficit courant représente 13,6% du PIB en 2013 contre 7,5% en 2012. Hors dons publics, il se chiffre à 15,7% du PIB contre 9,7% en 2012. Cette dégradation est en liaison avec un accroissement de 13,9% des exportations, insuffisant pour couvrir les importations en augmentation de 25,1%.

A l'instar de la plupart des pays en développement, cette situation traduit la dépendance du Togo vis-à-vis de l'extérieur pour couvrir les besoins intérieurs. Toutefois, il peut être relevé que la volonté de la communauté internationale à accompagner le Togo sur le sentier de la croissance, favorise la mise en place de nombreux chantiers tels que la reconstruction des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, la mise en état de fonctionnement de certains pans fondamentaux de l'appareil productif, les réformes administratives, la formation et la sensibilisation au suivi-évaluation des différents projets et programmes, la bonne gouvernance, etc. Leur réalisation effective contribuera à hisser le Togo sur le sentier de l'émergence.

Il y a lieu de relever également que, depuis l'atteinte du point d'achèvement en 2010, le Togo a maintenu sa position extérieure globale créditrice. En effet, en 2013, elle est ressortie à 398.640 millions, contre 588.187 millions en 2012, 663.550 millions en 2011 et 654.162 millions en 2010. Cette évolution s'explique par un accroissement des créances moins prononcé que la hausse des engagements.



APPENDICE

Concordance des statistiques monétaires et de Balance des Paiements

Il existe souvent une différence entre les mouvements de capitaux monétaires déterminés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets telle que présentée dans les publications de la BCEAO et du FMI. Cet écart provient du fait que certaines transactions sont éliminées ou au contraire recensées en balance des paiements alors qu'elles sont reprises ou omises en statistiques monétaires. C'est le cas notamment des valeurs à l'encaissement non disponibles ou exigibles après encaissement qui sont ignorées en balance des paiements mais prises en compte dans les statistiques monétaires. Le tableau ci-après fait la réconciliation entre les deux séries statistiques.

Tableau 52- Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements (en millions)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	Var 13/12
I. Avoirs et engagements des banques						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	138 172	169 761	226 497	356 973	402 601	45 628
Valeur à l'encaissement	3 472	4 410	4 054	5 146	3 499	-1 647
Enregistrement en balance des paiements	134 700	165 351	222 443	351 827	399 102	47 275
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	58 677	103 753	135 620	159 760	185 626	25 866
Comptes exigibles après encaissement	13 217	27 940	20 387	18 789	14 205	-4 584
Enregistrement en balance des paiements	45 460	75 813	115 233	140 971	171 421	30 450
II. Avoirs et engagements de la BCEAO						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	318 236	352 438	397 120	219 221	239 429	20 208
Valeur à l'encaissement						
Enregistrement en balance des paiements	318 236	352 438	397 120	219 221	239 429	20 208
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	156 514	158 985	196 883	142 645	141 046	-1 600
Allocation de DTS	50 204	53 500	54 740	53 784	51 546	-2 238
Enregistrement en balance des paiements	106 310	105 486	142 143	88 861	89 500	639
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)	241 217	259 460	291 114	273 789	315 358	41 570
Banques	79 495	66 008	90 877	197 213	216 975	19 762
BCEAO	161 722	193 452	200 237	76 576	98 383	21 808
Avoirs extérieurs nets totaux ajustés	301 166	336 490	362 187	341 216	377 610	36 394
Banques	89 240	89 538	107 210	210 856	227 681	16 825
BCEAO	211 926	246 952	254 977	130 360	149 929	19 569
<i>Contrepartie de réévaluation</i>						5 175
Solde global de la balance des paiements						41 570

Source : BCEAO

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements	61
Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)	66
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	75
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	76
Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	77
Annexe 6 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	79
Annexe 7 : Ventilation géographique des importations de marchandises	81
Annexe 8 : Matrices sur les échanges intra-communautaires	83

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements

1. Généralités

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2013 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficace des objectifs de sa mission.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, ETI, Commission de l'UEMOA, etc.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1. Compte des opérations courantes

Biens

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

Services

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

Revenu primaire

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

Revenu secondaire

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

6.2. Compte de capital

Dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

6.4. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

Avertissement :

En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5^{ème} à la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.

Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

(en millions de FCFA)

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 382 423	1 663 165	-280 741
1.A	Biens et services	992 014	1 414 829	-422 815
1.A.a	Biens	751 919	1 181 966	-430 047
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	729 300	1 163 682	-434 383
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	232 996	0	232 996
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	1 136	0	1 136
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	1 136	0	1 136
1.A.a.3	Or non monétaire	21 484	18 284	3 200
1.A.b	Services	240 095	232 863	7 232
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	418	1 804	-1 386
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	418	1 804	-1 386
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	2 140	-2 140
1.A.b.3	Transport	114 688	169 647	-54 959
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	114 688	169 427	-54 739
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	53 461	6 554	46 907
1.A.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	Fret	17 421	158 261	-140 840
1.A.b.3.0.3	Autres	43 807	4 612	39 195
1.A.b.3.1	Transports maritimes	43 235	158 165	-114 930
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	158 165	-158 165
1.A.b.3.1.3	Autres	43 235	0	43 235
1.A.b.3.2	Transports aériens	67 139	6 262	60 877
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	51 727	6 166	45 561
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	14 840	96	14 744
1.A.b.3.2.3	Autres	572	0	572
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	4 314	5 000	-686
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	1 734	388	1 346
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	Fret	2 581	0	2 581
1.A.b.3.3.3	Autres	0	4 612	-4 612
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	220	-220
1.A.b.4	Voyages	61 970	22 335	39 636
1.A.b.4.1	à titre professionnel	30 107	5 783	24 324
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
	frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	Autres	30 107	5 783	24 324
1.A.b.4.2	à titre personnel	31 863	16 552	15 312
1.A.b.4.2.1	Santé	126	0	126
1.A.b.4.2.2	éducation	560	403	157
1.A.b.4.2.3	Autres	31 177	16 149	15 029
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	9 894	4 110	5 784
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	8 772	0	8 772
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	1 122	4 110	-2 988
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 122	4 110	-2 988
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 122	4 110	-2 988
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	1 154	21 088	-19 934
1.A.b.6.1	Assurance directe	0	20 701	-20 701
1.A.b.6.2	Réassurance	930	69	861
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	224	318	-94
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	Services financiers	5 171	129	5 042
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	5 171	129	5 042
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	10 464	6 625	3 839
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	10 422	1 762	8 660
1.A.b.9.2	Services d'informatique	3	4 136	-4 133
1.A.b.9.3	Services d'information	40	728	-688
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	20 909	4 716	16 193
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	13	2 304	-2 291
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	2 816	1 278	1 538
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	18 080	1 134	16 946
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	24 199	271	23 929
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	153 249	140 775	12 474
1.B.1	Rémunération des salariés	27 566	16 486	11 080
1.B.2	Revenus des investissements	120 514	122 401	-1 887
1.B.2.1	Investissements directs	66 520	88 863	-22 343

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	62 831	56 562	6 269
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	57 037	17 417	39 620
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0	15 418	-15 418
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	345	0	345
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	56 692	1 999	54 693
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	5 794	39 145	-33 351
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	3 689	32 301	-28 612
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	846	32 194	-31 348
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	39	-39
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises soeurs	2 843	68	2 775
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	22 863	11 109	11 754
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	437	214	223
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	437	65	372
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	149	-149
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	0	149	-149
1.B.2.2.2	Intérêts	22 426	10 895	11 531
1.B.2.2.2.1	à court terme	21 494	5 906	15 588
1.B.2.2.2.2	à long terme	932	4 989	-4 057
1.B.2.3	Autres investissements	31 131	22 429	8 702
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	31 131	22 429	8 702
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	5 169	1 888	3 281
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	5 169	0	5 169
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	1 888	-1 888
1.C	Revenu secondaire	237 160	107 560	129 600
1.C.1	Administrations publiques	43 968	1 433	42 535
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	43 968	1 433	42 535
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	193 193	106 127	87 065
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	168 745	71 420	97 325
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	168 745	71 420	97 325
1.C.2.2	Autres transferts courants	24 448	34 707	-10 260
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	41	0	41
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	112	5 517	-5 405
1.C.2.0.3	Prestations sociales	3 290	258	3 032
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	423	2 359	-1 936
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	87	0	87
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	7	29	-23
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	20 489	26 544	-6 056
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	156 919	1 311	155 608
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	36	1 311	-1 275
2.2	Transferts de capital	156 883	0	156 883
2.2.1	Administration publique	62 786	0	62 786
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	62 786	0	62 786
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	94 098	0	94 098
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	94 098	0	94 098
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 539 343	1 664 476	-125 133

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3	Compte financier	33 729	156 370	-122 641
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	33 729	156 370	-122 641
3.1	Investissement direct	-10 214	90 680	-100 893
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	-17 251	33 115	-50 366
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfiques	-23 045	1	-23 046
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	423	1	422
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	-23 468	0	-23 468
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfiques	5 794	33 114	-27 320
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	7 037	57 565	-50 528
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	-1 227	1 227
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	54 472	-54 472
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	7 037	4 320	2 718
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	29 736	-8 432	38 168
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	15	0	15
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	15	0	15
3.2.1.4	Autres secteurs	0	0	0
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéfiques	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.2	Titres de créance	29 721	-8 432	38 153
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 084	0	-1 084
3.2.2.2.1	à court terme	-1 084	0	-1 084
3.2.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.4	Autres secteurs	30 805	-8 432	39 237
3.2.2.4.0.1	à court terme	30 505	-8 432	38 937
3.2.2.4.0.2	à long terme	300	0	300
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	30 805	0	30 805
3.2.2.4.1.1	à court terme	30 505	0	30 505
3.2.2.4.1.2	à long terme	300	0	300
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-8 432	8 432
3.2.2.4.2.1	à court terme	0	-8 432	8 432
3.2.2.4.2.2	à long terme	0	0	0
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	-7 826	74 123	-81 949
3.4.1	Autres titres de participation	0	28	-28
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	-45 670	-42 298	-3 372
3.4.2.1	Banque centrale	0	-674	674
3.4.2.1.1	à court terme	0	-674	674
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-34 103	-41 624	7 521
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	-34 103	-17 968	-16 135
3.4.2.2.2	à long terme	0	-23 656	23 656
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	-11 567	0	-11 567
3.4.2.4.0.1	à court terme	-11 612	0	-11 612
3.4.2.4.0.2	à long terme	45	0	45
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	-8 912	0	-8 912
3.4.2.4.1.1	à court terme	-8 957	0	-8 957
3.4.2.4.1.2	à long terme	45	0	45
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-2 655	0	-2 655
3.4.2.4.2.1	à court terme	-2 655	0	-2 655
3.4.2.4.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.3	Prêts	41 031	32 748	8 283
3.4.3.1	Banque centrale	0	-893	893
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-893	893
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	40 702	27 187	13 515
3.4.3.2.1	à court terme	26 489	1 043	25 446
3.4.3.2.2	à long terme	14 213	26 144	-11 931
3.4.3.3	Administrations publiques	0	20 737	-20 737
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	20 737	-20 737
3.4.3.4	Autres secteurs	329	-14 283	14 612
3.4.3.4.0.1	à court terme	329	-2 188	2 517
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	-12 095	12 095
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	329	430	-101
3.4.3.4.1.1	à court terme	329	479	-150
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	-49	49
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-14 713	14 713
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	-2 667	2 667
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	-12 046	12 046
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	537	0	537
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	537	0	537
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	537	0	537
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	-3 685	92 005	-95 690
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	-3 685	92 005	-95 690
3.4.5.4.0.1	à court terme	1 529	54 526	-52 997
3.4.5.4.0.2	à long terme	-5 214	37 479	-42 693
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	55	359	-304
3.4.5.4.1.1	à court terme	55	359	-304
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3 740	91 646	-95 386
3.4.5.4.2.1	à court terme	1 474	54 167	-52 693
3.4.5.4.2.2	à long terme	-5 214	37 479	-42 693
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	-39	-8 360	8 321
3.4.6.1	Banque centrale	0	1 793	-1 793
3.4.6.1.1	à court terme	0	1 793	-1 793
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-85	105	-190
3.4.6.2.1	à court terme	-85	105	-190
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	46	-10 258	10 304
3.4.6.4.0.1	à court terme	47	-1 055	1 102
3.4.6.4.0.2	à long terme	-1	-9 203	9 202
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	57	-11 773	11 830
3.4.6.4.1.1	à court terme	57	-2 355	2 412
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	-9 418	9 418
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-11	1 515	-1 526
3.4.6.4.2.1	à court terme	-10	1 300	-1 310
3.4.6.4.2.2	à long terme	-1	215	-216
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	Avoirs de réserve	22 034	0	22 034

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	-8	0	-8
3.5.3	Position de réserve au FMI	-1 446	0	-1 446
3.5.4	Autres avoirs de réserve	23 487	0	23 487
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	23 487	0	23 487
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	620	0	620
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	22 867	0	22 867
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	-1 505 613	-1 508 105	2 492

Source : BCEAO

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 382 423	1 663 165	-280 741
1.A	Biens et services	992 014	1 414 829	-422 815
1.A.a	Biens	751 919	1 181 966	-430 047
1.A.a.1	Marchandises générales	729 300	1 163 682	-434 383
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	232 996	0	232 996
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	1 136	0	1 136
1.A.a.3	Or non monétaire	21 484	18 284	3 200
1.A.b	Services	240 095	232 863	7 232
1.A.b.3	Transport	114 688	169 647	-54 959
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	17 421	158 261	-140 840
1.A.b.4	Voyage	61 970	22 335	39 636
1.A.b.0	Autres services	63 436	40 881	22 555
1.B	Revenus primaires	153 249	140 775	12 474
1.B.1	Revenus des salariés	27 566	16 486	11 080
1.B.2	Revenus des investissements	120 514	122 401	-1 887
1.B.3	Autres revenus primaires	5 169	1 888	3 281
1.C	Revenus secondaires	237 160	107 560	129 600
1.C.1	Administrations publiques	43 968	1 433	42 535
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	43 968	1 433	42 535
1.C.2	Autres secteurs	193 193	106 127	87 065
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	168 745	71 420	97 325
2	Compte de capital	156 919	1 311	155 608
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	36	1 311	-1 275
2.2	Transfert en capital	156 883	0	156 883
2.2.1	Administrations publiques	62 786	0	62 786
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	94 098	0	94 098
3	Compte financier	33 729	156 370	-122 641
3.1	Investissements directs	-10 214	90 680	-100 893
3.2	Investissements de portefeuille	29 736	-8 432	38 168
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-7 826	74 123	-81 949
3.5	Avoirs de réserves	22 034	0	22 034
6	Erreurs et omissions nettes	-1 505 613	-1 508 105	2 492

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 382 423	1 663 165	-280 741
1.A	Biens et services	992 014	1 414 829	-422 815
1.A.a	Biens	751 919	1 181 966	-430 047
1.A.a.1	Marchandises générales	729 300	1 163 682	-434 383
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	232 996	0	232 996
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	1 136	0	1 136
1.A.a.3	Or non monétaire	21 484	18 284	3 200
1.A.b	Services	240 095	232 863	7 232
1.A.b.3	Transport	114 688	169 647	-54 959
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	17 421	158 261	-140 840
1.A.b.4	Voyage	61 970	22 335	39 636
1.A.b.0	Autres services	63 436	40 881	22 555
1.B	Revenus primaires	153 249	140 775	12 474
1.B.1	Revenus des salariés	27 566	16 486	11 080
1.B.2	Revenus des investissements	120 514	122 401	-1 887
1.B.3	Autres revenus primaires	5 169	1 888	3 281
1.C	Revenus secondaires	237 160	107 560	129 600
1.C.1	Administrations publiques	43 968	1 433	42 535
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	43 968	1 433	42 535
1.C.2	Autres secteurs	193 193	106 127	87 065
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	168 745	71 420	97 325
2	Compte de capital	156 919	1 311	155 608
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	36	1 311	-1 275
2.2	Transfert en capital	156 883	0	156 883
2.2.1	Administrations publiques	62 786	0	62 786
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	94 098	0	94 098
3	Compte financier	6 266	170 476	-164 210
3.1	Investissements directs	-10 214	90 680	-100 893
3.2	Investissements de portefeuille	30 820	-8 432	39 252
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-14 340	88 229	-102 569
3.4.0.3	<i>Administration publique</i>	0	20 737	-20 737
3.4.0.4	<i>Autres secteurs</i>	-14 340	67 463	-81 804
6	Erreurs et omissions nettes	-1 505 613	-1 508 105	2 492
7	Solde global	27 464	-14 106	41 570
8	Avoirs et engagements extérieurs	-27 464	14 106	-41 570
8.1	Banque centrale	-22 034	-226	-21 808
8.2	Autres institutions de dépôts	-5 430	14 332	-19 762

Source : BCEAO

Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Compte des transactions courantes	-83 421	-98 911	-142 366	-150 164	-280 741
Biens et services	-232 933	-263 476	-380 225	-276 858	-422 815
Biens	-194 607	-222 001	-396 841	-284 859	-430 047
Marchandises générales, base balance des paiements	-194 607	-223 850	-399 346	-288 192	-434 383
<i>Dont : Réexportations</i>	92 813	112 515	138 954	191 728	232 996
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	154	647	1 136
Or non monétaire	0	1 849	2 351	2 686	3 200
Services	-38 326	-41 475	16 617	8 000	7 232
Transport	-67 216	-57 354	-20 875	-49 716	-54 959
<i>Dont fret</i>	-72 732	-77 458	-89 354	-127 611	-140 840
Voyages	10 094	9 697	19 012	39 668	39 636
Autres services	18 796	6 182	18 480	18 048	22 555
Revenus primaires	-8 991	-11 624	110 202	3 051	12 474
Rémunération des salariés	15 409	13 238	9 702	11 166	11 080
Revenus des investissements	-24 400	-24 862	92 274	-11 415	-1 887
Autres revenus primaires	0	0	8 225	3 300	3 281
Revenus secondaires	158 503	176 189	127 657	123 643	129 600
Administrations publiques	38 335	49 805	41 088	42 640	42 535
<i>Coopération internationale courante</i>	0	0	41 088	42 640	42 535
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	120 168	126 384	86 569	81 003	87 065
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	108 543	122 373	61 973	86 601	97 325
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	108 543	122 373	61 973	86 601	97 325
Autres transferts courants	11 625	4 011	24 596	-5 598	-10 260
Compte de capital	63 821	687 480	130 461	146 151	155 608
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	-291	-1 340	-1 275
Transferts de capital	63 821	687 480	130 752	147 491	156 883
Administration publique	48 745	678 916	48 148	63 066	62 786
<i>Remises de dette</i>	0	642 456	0	0	0
<i>Autres transferts de capital</i>	48 745	36 460	48 148	63 066	62 786
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 076	8 564	82 604	84 425	94 098
<i>Remises de dette</i>	0	0	0	0	0
<i>Autres transferts de capital</i>	15 076	8 564	82 604	84 425	94 098
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-19 600	588 569	-11 905	-4 014	-125 133
Compte financier	-22 042	557 460	-47 263	16 207	-164 210
Investissement direct	-5 248	-24 091	252 994	152 552	-100 893
Investissements de portefeuille	16 448	3 849	17 165	-115	39 252
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-46	0	0	0	0
Autres investissements	-33 196	577 702	-317 422	-136 230	-102 569

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Erreurs et omissions nettes	2 602	5 394	-1 942	2 895	2 492
Solde global	5 044	36 503	33 416	-17 325	41 570
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-5 044	-36 503	-33 416	17 325	-41 570
Banque centrale	26 792	-36 204	-8 547	123 661	-21 808
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-31 836	-299	-24 869	-106 336	-19 762

Source : BCEAO

Annexe 6 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	21 111	108 522	39 828	124 589	74 662
UNION EUROPEENNE	18 419	103 078	26 482	110 787	72 598
ZONE EURO	17 836	96 698	21 942	57 644	64 540
Allemagne	1 004	2 562	1 749	4 543	3 527
Belgique	2 242	9 636	2 209	10 870	2 650
Espagne	493	14 529	155	2 549	4 067
France	8 923	23 983	14 058	34 243	45 811
Irlande	10	2 101	12	22	37
Italie	650	2 260	1 589	2 269	2 249
Pays-Bas	3 454	29 320	1 692	2 940	3 697
Autres pays de la zone Euro	1 060	12 308	478	206	2 501
AUTRES PAYS DE L'UE	583	6 380	4 540	53 142	8 059
Danemark	20	4 375	275	11 296	183
Pologne	337	653	2 930	41 545	212
Royaume-Uni	173	1 202	1 314	301	986
Autres	53	150	21	1	6 678
AUTRES PAYS D'EUROPE	2 692	5 444	13 346	13 802	2 064
Norvège	420	362	1 191	19	231
Russie	0	686	0	0	10
Suisse	2 135	1 323	12 155	13 782	1 784
Ukraine	7	2 999	0	0	35
Autres	129	74	0	1	4
AFRIQUE	265 120	127 569	292 251	368 015	427 693
UEMOA	144 595	79 091	169 669	218 201	234 591
Bénin	46 596	18 816	47 785	56 447	59 321
Burkina	44 620	16 942	46 590	77 354	94 346
Côte d'Ivoire	11 385	12 953	24 242	18 048	10 588
Guinée-Bissau	5	7	102	1	24
Mali	12 267	4 743	12 004	14 458	11 984
Niger	25 973	23 062	35 414	47 842	53 352
Sénégal	3 750	2 569	3 532	4 050	4 976
CEDEAO (hors UEMOA)	91 372	25 887	86 285	90 160	137 809
Ghana	55 139	22 484	48 951	40 926	78 137
Guinée	1 408	23	799	916	840
Nigeria	34 040	3 350	35 719	47 591	58 426
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	785	30	816	728	406
CEMAC	25 351	5 504	31 189	53 360	45 389
Cameroun	1 072	2 820	2 492	1 913	2 030
Congo (Brazzaville)	1 462	353	1 349	2 561	1 633
Gabon	17 790	1 551	22 132	45 015	39 993
Guinée Equatoriale	864	98	2 498	1 453	854
République Centrafricaine	71	0	249	388	214
Tchad	4 092	681	2 469	2 030	665
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3 802	17 088	5 108	6 293	9 903
Afrique du Sud	137	10 633	24	457	87
Angola	402	178	1 104	1 016	2 350
Maroc	795	1 962	1 567	1 292	1 914
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	1 891	319	1 027	723	1 567
Tunisie	35	3 980	507	7	39

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Autres	542	14	879	2 799	3 946
AMERIQUE	636	12 459	3 484	1 455	16 375
Antilles Néerlandaises	-	-	-	-	1 989
Brésil	228	2 347	2 362	0	2
Canada	58	10	208	227	353
Cuba	-	-	-	-	11 554
USA	184	9 578	354	1 162	2 441
Autres pays d'Amérique	166	524	560	66	36
ASIE	61 325	78 017	41 034	41 034	43 136
Chine	1 990	31 772	2 893	8 794	8 087
Inde	44 252	12 507	12 606	6 663	16 096
Indonésie	2 641	4 417	3 652	6 614	6 429
Liban	341	295	3 336	3 424	5 252
Malaisie	1 211	6 910	2 279	4 486	1 151
Pakistan	15	771	1 699	8	703
Taiïwan	923	2 774	3 744	2 858	648
Vietnam	2 571	5 215	8 468	4 673	4 442
Autres pays d'Asie	7 381	13 356	2 358	3 514	328
OCEANIE	-	-	-	-	3 062
Australie	-	-	-	-	3 062
Autres pays d'Océanie	-	-	-	-	0
TOTAL	348 192	326 567	376 596	517 117	564 928

Source : BCEAO

Annexe 7 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions de FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
EUROPE	210 494	208 006	372 549	314 522	384 154
UNION EUROPÉENNE	204 144	199 436	270 746	292 947	321 951
ZONE EURO	192 658	187 528	240 568	236 407	298 521
Allemagne	16 538	12 335	23 463	15 127	24 225
Belgique	16 735	53 010	34 223	56 842	38 911
Espagne	6 510	6 301	19 744	22 678	43 572
France	50 113	63 012	76 696	80 166	75 916
Italie	5 831	10 337	10 989	13 656	14 971
Pays-Bas	46 953	25 362	47 018	29 111	72 806
Autres pays de la zone Euro	49 979	17 170	28 437	18 828	28 121
AUTRES PAYS DE L'UE	11 486	11 908	30 178	56 540	23 430
Danemark	2 510	1 617	7 286	5 087	1 474
Lettonie	71	0	5 359	26 891	2 575
Royaume-Uni	4 367	4 202	12 010	14 442	5 263
Suède	3 547	1 656	2 482	2 055	5 028
Autres	991	4 433	3 041	8 066	9 091
AUTRES PAYS D'EUROPE	6 351	8 570	101 802	21 575	62 203
Islande	0	207	11 185	0	1
Norvège	3 841	3 344	64 469	912	4 221
Russie	1 066	83	12 470	11 205	29 165
Suisse	693	1 352	1 631	1 748	2 966
Turquie	-	-	-	-	17 665
Ukraine	553	3 478	11 418	7 274	6 095
Autres	198	106	630	436	2 091
AFRIQUE	73 366	77 138	114 834	125 082	133 018
UEMOA	26 508	30 765	40 130	39 311	45 298
Bénin	1 522	2 313	3 765	3 366	5 342
Burkina	301	1 102	668	795	384
Côte d'Ivoire	18 486	19 997	26 154	25 694	25 273
Guinée-Bissau	2 779	3 210	4 254	2 830	7 429
Mali	208	24	50	45	499
Niger	34	13	79	40	588
Sénégal	3 178	4 107	5 161	6 542	5 782
CEDEAO (hors UEMOA)	26 671	17 078	29 963	46 773	55 204
Ghana	13 828	12 520	19 843	36 488	46 775
Nigeria	12 280	4 549	9 193	8 533	7 948
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	563	9	927	1 752	481
CEMAC	834	858	550	1 023	4 536
Cameroun	804	846	544	1 005	4 247
Congo (Brazzaville)	15	0	1	0	283
Autres CEMAC	16	11	5	19	6
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	19 353	28 437	44 191	37 975	27 980
Afrique du Sud	10 602	9 221	20 636	17 792	9 436
Egypte	1 801	1 167	2 846	3 270	3 982
Maroc	3 667	4 616	5 525	8 357	10 275
Mauritanie	1 696	4 150	6 304	5 465	321
Mozambique	83	6 982	2 832	1 256	2
Seychelles	330	767	0	0	54
Tunisie	732	609	1 396	1 530	1 394

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
Autres	442	925	4 652	305	2 515
AMERIQUE	30 413	28 201	44 766	93 963	110 545
Antilles Néerlandaises	-	-	-	-	10 079
Brésil	17 350	6 463	19 524	12 352	12 725
Canada	3 486	3 079	6 019	8 860	12 885
Cuba	-	-	-	-	21 576
Mexique	2	246	14	1 608	187
USA	5 481	11 785	14 538	68 726	49 898
Autres pays d'Amérique	4 096	6 874	4 685	2 417	3 196
ASIE	147 504	189 844	298 296	303 018	337 846
Arabie Saoudite	2 630	4 550	8 987	8 295	14 135
Chine	71 851	79 693	137 656	117 002	154 706
Corée du sud	4 383	6 161	10 453	18 314	11 390
Emirats arabes unis	3 362	6 287	16 620	6 482	7 686
Inde	8 875	18 141	22 498	27 076	27 640
Japon	10 759	13 749	21 295	25 821	34 828
Liban	2 659	2 458	2 741	1 804	3 498
Malaisie	4 915	8 884	9 006	11 379	31 887
Thaïlande	13 615	23 078	22 427	24 187	18 815
Autres pays d'Asie	20 395	21 136	36 621	62 658	33 262
OCEANIE	-	-	-	-	538
Australie	-	-	-	-	426
Autres pays d'Océanie	-	-	-	-	113
TOTAL	461 777	503 189	830 445	836 584	966 101

Source : BCEAO

Annexe 8 : Matrices sur les échanges intra-communautaires (en millions de FCFA)

Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 267	5 641	20	65 692	13 871	547	6 128	95 167
	Burkina	2 915		20 699	20	47 658	12 820	3 317	3 140	90 569
	Côte d'Ivoire	37 562	327 992		181	184 946	34 235	72 958	79 787	737 660
	Guinée-Bissau	752		2 146		2		37	6 319	9 256
	Mali	15 400	41 267	70 567	4		2 153	35 678	1 810	166 880
	Niger	6 374	55 580	4 320	0	40 388			6 673	113 336
	Sénégal	10 690	33 378	51 247	46 879	148 706	8 308		20 245	319 452
	Togo	158 300	94 230	21 067	24	12 070	65 894	5 099		356 684
	UEMOA	231 994	555 714	175 689	47 129	499 462	137 281	117 637	124 101	1 889 005

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 048	5 367	65	0	31 433	18 360	63 925	120 199
	Burkina	78		883	4	239	785	890	3 593	6 473
	Côte d'Ivoire	767	1 443		40	0	510	0	0	2 761
	Guinée-Bissau	0	0	0		6 274	0	3 616	0	9 890
	Mali	3 850	1 032	3 867	368		7 515	3 232	11 080	30 944
	Niger	8 365	115	289	0	0		801	1 443	11 013
	Sénégal	0	0	373	0	0	0		0	373
	Togo	0	421	2 739	32	0	0	0		3 192
	UEMOA	13 060	4 060	13 519	510	6 513	40 243	26 900	80 041	184 845

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2013

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 013	2 060	121	960	1 664	3 120	7 643	20 581
	Burkina	9 978		1 871	1	2 206	3 210	3 404	9 073	29 743
	Côte d'Ivoire	14 311	17 290		190	5 262	464	4 970	8 229	50 716
	Guinée-Bissau	14	117	109		595	0	2 335	0	3 170
	Mali	3 670	15 856	5 388	307		3 809	5 744	2 455	37 228
	Niger	2 730	3 883	2 074	267	905		4 255	1 858	15 971
	Sénégal	2 086	3 900	1 738	1 159	6 698	1 738		695	18 014
	Togo	15 317	4 840	1 625	82	1 000	732	4 539		28 135
	UEMOA	48 105	50 899	14 864	2 125	17 627	11 617	28 367	29 953	203 557

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2013

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 701	3 854	35	4 067	1 967	4 291	3 639	19 554
	Burkina	2 413		9 736	91	20 532	1 380	8 807	3 582	46 541
	Côte d'Ivoire	5 197	12 448		265	62 171	5 494	18 515	7 223	111 312
	Guinée-Bissau	200	12	41		1 160	388	4 299	220	6 321
	Mali	1 491	3 843	7 778	189		2 019	10 083	5 321	30 724
	Niger	1 735	1 077	1 925	62	9 319		4 215	3 525	21 857
	Sénégal	1 398	3 846	5 775	2 728	19 290	6 566		2 307	41 911
	Togo	1 533	2 219	3 837	30	2 199	904	4 246		14 967
	UEMOA	13 966	25 147	32 946	3 400	118 737	18 718	54 456	25 817	293 187

Source : BCEAO / Cellule sous-régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int